



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE,  
DES POSTES ET DE LA TRANSFORMATION DIGITALE



AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES  
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE  
LA COMMUNICATION

# LES ASSISES

SUR LE **RESINA**  
RESeau Informatique National de l'Administration

**Note d'Analyse Préliminaire**

Septembre 2021 - ©ANPTIC

**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE,  
DES POSTES ET DE LA TRANSFORMATION**

**DIGITALE**

=====

**SECRETARIAT GENERAL**

=====

**AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES  
TIC**



**BURKINA FASO**

-----

*Unité – Progrès – Justice*

## **ASSISES SUR LE RESINA**

### **Note d'Analyse Préliminaire**

Septembre 2021

### **Objet de la présente note :**

La présente note a vocation à servir de document de base pour orienter les réflexions, débats, argumentaires qui seront menés lors des assises sur le RESINA. Il a pour but de servir de note technique documentant les effets et impact actuels et potentiels du RESINA, les coûts et bénéfices du RESINA, les rôles et les responsabilités des parties prenantes impliquées dans la gestion RESINA, un benchmarking en matière de gestion d'infrastructure de communication électronique de l'administration publique et la proposition de modèles économiques pour l'amélioration de la qualité de service du RESINA et sa pérennité.

### **Méthodologie d'élaboration de la note**

Cette note se base sur plusieurs études, évaluations, état des lieux et rapports qui ont été réalisées ces dernières années sur le RESINA. La note se base également sur des données primaires collectées auprès de personnes ressources de l'ANPTIC, du MENPTD et d'autres administrations publiques utilisatrices des services du RESINA. La démarche de travail a comporté plusieurs étapes clés :

- mise en place d'un groupe de travail composée de personnes ressources de l'ANPTIC, du MENPTD, du MINEFID, du club des DSI ;
- collecte de données secondaires ;
- collecte de données primaires
- analyse et traitement des données dans 04 sous-groupes thématiques que sont i) le sous-thème « coûts-bénéfices du RESINA » ii) le sous-thème « effets directs et indirects du RESINA » iii) le sous-thème « gouvernance du RESINA » ;
- atelier de compilation et finalisation de la note technique.

## **Sigles et abréviations**

<b>ANPTIC</b>	Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication
<b>CT</b>	Conseillers Techniques
<b>DRH</b>	Direction des Ressources Humaines
<b>FFOM</b>	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
<b>FO</b>	Fibre Optique
<b>G-Cloud</b>	Government Cloud
<b>LAN</b>	Local area network (réseau local)
<b>N/A</b>	Non Applicable
<b>PADTIC</b>	Projet d'Appui au Développement des TIC
<b>RESINA</b>	Réseau Informatique Nationale de l'Administration
<b>SDSI</b>	Schéma Directeur des Systèmes d'Information
<b>SG</b>	Secrétariat général
<b>SGBD</b>	Système de Gestion des Bases de Données
<b>SI</b>	Système d'information
<b>SP/SG</b>	Secrétariat Particulier
<b>WIMAX</b>	Worldwide Interoperability for Microwave Access

**SOMMAIRE**

<b>1. RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>5</b>
<b>2. INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>1. PRESENTATION DU RESINA.....</b>	<b>9</b>
HISTORIQUE DU RESINA.....	9
DONNEES MACROS SUR LE RESINA .....	13
DIFFICULTES DU RESINA.....	15
<b>3. ESTIMATIONS DES EFFETS DIRECTS, INDIRECTS ET POTENTIELS DE L'INFRASTRUCTURE RESINA .....</b>	<b>16</b>
3.1. POUR L'ADMINISTRATION.....	16
3.2. POUR LE CITOYEN .....	20
3.3. POUR L'ECONOMIE NATIONALE .....	22
<b>4. ANALYSE COUT-BENEFICE DU RESINA.....</b>	<b>23</b>
➤ <i>Charges de renouvellement des équipements</i> .....	25
4.5. ENJEUX ACTUELS ET FUTURS DU RESINA .....	54
<b>5. GOUVERNANCE DU RESINA : ROLES ET RESPONSABILITES .....</b>	<b>55</b>
5.1. LES PARTIES PRENANTES.....	56
5.2. PERIMETRES D'INTERVENTION .....	56
5.2.1. <i>ANPTIC</i> .....	56
5.2.2. <i>DGSI/DSI</i> .....	56
5.2.3. <i>Délégataire</i> .....	56
5.2.4. <i>Prestataire</i> .....	56
5.3. ROLES ET RESPONSABILITES SUR LE RESINA .....	56
<b>6. BENCHMARKING ET PROPOSITION DE SCENARIOS DE MODELES ECONOMIQUES DU RESINA.....</b>	<b>61</b>
6.2. BENCHMARKING DE L'INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE DE L'ADMINISTRATION .....	61
6.3. PROPOSITIONS DE SCENARII.....	63
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>68</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>69</b>

## 1. RESUME EXECUTIF

Le réseau informatique national de l'administration (RESINA), depuis environ trois décennies, a été adopté comme infrastructure de communication électronique de base pour toute l'Administration burkinabè. Son développement est passé par dix (10) grandes phases, le transformant ainsi de sa forme la plus simple en 1993 à une forme plus complète en 2004 où la convergence voix-données-images est devenue une réalité.

Le RESINA couvre à ce jour quarante-deux des quarante-cinq provinces que compte le Burkina Faso. Il est opérationnalisé à travers 128 Stations de base WiMax/LTE, 81 pylônes, **2332 sites** raccordés par fibre optique (695) ou Faisceaux Hertiens (1637), 2954 Km de Fibre optique, 12 Gbps de capacité internationale. Il est exploité par environ 50 000 utilisateurs qui l'exploitent pour accéder à une quinzaine d'applications métiers, deux centaines de sites webs, et aussi comme point d'entrée sur Internet.

L'impact du RESINA est remarquable aussi bien pour l'administration, les citoyens et pour l'économie nationale. Au titre de l'administration, il y a l'exploitation des applications métier transversale telles que SIGASPE, CID, CIM, SIGED et sectorielles permettant ainsi à l'administration le traitement des actes de carrière des agents publics ; le traitement de la solde mensuelle ; l'assiette fiscale ; l'exécution budgétaire, etc. Au titre du citoyen, il y a le rapprochement des services administratifs réduisant ainsi les coûts de déplacement, les risques de déplacement et de sécurité des citoyens. Au titre de l'économie nationale, on peut énumérer la facilité de création des entreprises et de paiement des impôts.

Cependant, le RESINA connaît d'énormes difficultés à savoir entre autres : l'insuffisance du personnel chargé de l'administration du RESINA et du suivi des contrats de maintenance ; l'instabilité de l'énergie électrique; la vétusté des circuits électriques installés dans les différents bâtiments administratifs ; la qualité globalement insuffisante de l'offre de services en matière de prestations de maintenance des équipements ; l'indisponibilité fréquente des liaisons spécialisées louées auprès des opérateurs ainsi que la forte fluctuation des débits ; l'insuffisance de pièces de rechange des équipements critiques ; la vétusté de nombreux équipements ; l'absence de mécanismes d'optimisation de la maintenance du RESINA ; l'existence de réseaux parallèles au RESINA ; les dysfonctionnements ou manques de réseaux locaux ; l'insuffisance de synergie entre les différentes équipes intervenant sur le RESINA ; la faiblesse du débit de la

connexion Internet de l'Administration ; l'insuffisance du suivi et les délais longs dans la prise en charge de certains incidents ; la faiblesse de l'exploitation des outils de collaboration dans les différents ministères ; la faiblesse de la couverture territoriale (89/351 communes) ; l'absence de budget pour la finalisation de certaines actions.

On distingue trois (03) catégories de coûts dans la gestion du RESINA, à savoir les investissements de base du RESINA ; les charges de renouvellement des équipements ; et les charges récurrentes constituées de coûts de maintenance préventive ou curative, du gardiennage, de l'achat de la bande passante, ainsi que la prise en charge des missions de dépannage. Les investissements de base du RESINA à ce jour sont évalués à hauteur de 46 520 489 966 FCFA ; les charges de renouvellement des équipements en fin de vie sont estimées pour les cinq (05) prochaines années à 5 275 000 000 FCFA ; les charges récurrentes annuelles sont estimées en moyenne à 5 809 185 304. Cependant, le RESINA permet une réalisation d'économie à long terme en investissant dans le un réseau privé de l'administration plutôt que dans les Liaisons Spécialisées (LS) louées auprès des opérateurs de télécommunications. L'analyse comparée par un cabinet spécialisé a fait permis de chiffrer le gain à hauteur de 1 085 759 868 718 FCFA sur 10 ans.

La gouvernance et la gestion du RESINA sont assurées par l'ANPTIC, la DGICE, l'ANSSI, les DSI des ministères et institutions, le délégataire du backbone, la DGAIE et l'ARCEP.

- L'ANPTIC est chargée de la gestion de l'infrastructure cœur du réseau. Elle inclut les datacenters, des équipements actifs, des shelters, des réseaux fibres optiques métropolitains et des réseaux sans fil. La responsabilité de l'ANPTIC s'arrête au premier équipement actif du réseau local sectoriel.
- Les DSI des différentes institutions ainsi que la DSGI sont responsables des réseaux locaux sectoriels.
- Le délégataire intervient sur les liaisons fibres optiques inter-urbaines ; plus spécifiquement sur les installations du backbone et celles de la longue distance du G-Cloud.

Un benchmarking des modèles économiques pour l'exploitation et la maintenance de réseaux d'administration dans différents pays (Bénin, Sénégal et Luxembourg) permettent de mettre en lumière les raisons qui expliquent les difficultés du RESINA au Burkina Faso. En effet, dans

ces pays, les ressources de l'État (soit directement à travers le budget, comme à Luxembourg, ou indirectement grâce aux recettes de l'Agence de Régulation des Télécommunications, comme au Bénin) sont mises à disposition pour pérenniser le réseau de l'administration. Dans d'autres pays, tel que le Sénégal, un prestataire externe opère le réseau afin de générer des revenus qui servent à garantir la maintenance. En tout état de cause, ces éléments sont essentiels pour nourrir une réflexion sur le modèle à adopter au Burkina Faso pour une gestion durable et inclusive du RESINA.

## 2. Introduction

L'économie numérique repose de nos jours sur plusieurs piliers importants dont l'un des plus indispensables est l'infrastructure de communication électronique. En effet, c'est cette infrastructure qui sert de support pour le développement des services et plateformes numériques, pour le développement de l'innovation et l'entrepreneuriat numérique et de façon générale pour une accélération de la transformation digitale des pays. Au Burkina Faso, plusieurs infrastructures numériques ont été développées ces dernières décennies au nombre desquels le réseau informatique national de l'administration (RESINA).

Le RESINA est le réseau de communication électronique privé de l'Administration publique burkinabè. Il permet l'interconnexion des différentes structures de l'Administration et facilite le partage et l'exploitation des services informatiques. A ce jour, le RESINA est étendu dans 42 provinces dans sa forme voix-données-images, renforcé sur le plan infrastructurel (transport, stockage des données, énergie, ...) et permet le fonctionnement de plusieurs services électroniques de l'administration publique. Pour continuer d'être un levier de la transformation digitale, le RESINA mérite une attention particulière de ses différentes parties prenantes.

Cependant, les enjeux financiers, économiques et sociaux du RESINA ne sont pas toujours clairement perçus par les différents acteurs. Plusieurs questionnements demeurent encore sans réponses précises et documentées. Par exemple, quel est l'impact économique direct du RESINA pour l'économie nationale ? Quelle est sa contribution en termes de gains de performance et d'efficience pour l'administration ? quels sont les impacts indirects en termes d'externalités positives et de retombées pour les autres acteurs de l'écosystème ? quel est le coût économique, financier et social d'une indisponibilité du RESINA ? Quel modèle économique pour garantir un fonctionnement et une exploitation optimale de cette infrastructure à moyen et long terme ? Quel est le modèle de gestion qui faciliterait son utilisation optimale par toutes les parties prenantes ? Quelles sont les règles consensuelles d'utilisation de cette ressource mutualisée ?

Autant de questions dont les réponses permettront d'élucider et de mettre en évidence l'importance stratégique de cette infrastructure nationale qu'est le RESINA. C'est dans la perspective d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations que les présentes assises sur le RESINA sont organisées.

Les assises sur le RESINA se veulent une tribune multipartite au cours de laquelle toutes les parties prenantes auront l'opportunité de débattre ensemble des questions de fond concernant le futur du RESINA. A l'issue des assises, une feuille de route consensuelle sera établie dont la mise en œuvre devra permettre une exploitation optimale et durable de l'infrastructure au profit de l'administration et des citoyens.

## 1. Présentation du RESINA

Plusieurs projets ont été réalisés depuis plus d'une vingtaine d'années au titre de l'infrastructure RESINA. L'objectif à terme était de mettre en place un intranet gouvernemental qui accroît la productivité, l'efficacité et l'efficience de l'ensemble des agents et des usagers de l'Administration.

### ➤ Historique du RESINA

La construction du RESINA a démarré en 1993. Conçu initialement pour les besoins du ministère chargé des finances, les objectifs du RESINA ont été revus pour le positionner comme une infrastructure commune et moderne de communication électronique qui supporte un intranet gouvernemental performant au service de l'efficacité de l'Administration publique. Le RESINA a connu dix (10) grandes étapes dans son développement, passant ainsi de sa forme la plus simple (données) en 1995 à celle de voix-données-images à partir de 2004 . Le détail est dans le tableau ci-après.

N° PHASE	REALISATION	OBJECTIF	FINANCEMENT
1ère (1995)	Interconnexion par fibre optique du Ministère chargé des Finances, DGTCP, DGI.	Exploitation des premiers modules du Circuit Informatisé de la Dépense (CID), notamment les dépenses sur financement interne, à partir de l'exercice budgétaire 1996.	Banque Mondiale à travers le Programme d'Appui à l'Administration (PAA)
2ème (1996)	Interconnexion par fibre optique à l'existant du réseau de la DGCOOP et Direction de la Dette Publique (DDP).	Exploitation à partir de l'exercice budgétaire 1997 du module du CID relatif aux dépenses sur financements extérieurs.	Banque Mondiale à travers le PAA

<p>3ème (1998 à 1999)</p>	<p>Interconnexion d'une trentaine de bâtiments de l'Administration (Directions Générales et Centrales du Ministère chargé des Finances et des immeubles abritant les ministères situés dans la zone administrative de Ouagadougou) en fibre optique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre à tous les intervenants du CID de travailler directement à partir de leurs bureaux ;</li> <li>- Les utilisateurs du Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'État (SIGASPE) qui venait d'être mis en exploitation (août 1999) pouvaient également utiliser la même infrastructure de communication.</li> </ul>	<p>Banque Mondiale à travers le PAA.</p>
<p>4ème (1999 à 2000)</p>	<p>Extension du RESINA hors de Ouagadougou par des liaisons spécialisées louées à l'ONATEL en vue de relier toutes les Trésoreries Régionales et Principales (10 en tout hormis, Ouagadougou) à la DGTCP.</p>	<p>Permettre à ces structures comptables de travailler en temps réel sur le logiciel de Comptabilité Intégrée de l'Etat (CIE) mis en exploitation à partir de l'exercice 2000.</p>	<p>-</p>
<p>5ème (2004 à 2006)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de réseaux métropolitains dans les 10 chefs-lieux de régions avec comme embryon réalisé, les bâtiments du Trésor et du Contrôle Financier.</li> <li>- Développement de la forme voix – données – images du RESINA à Ouagadougou</li> </ul>	<p>Exploiter le CID à l'échelle régionale par les services déconcentrés du MFB intervenant dans la chaîne de la dépense publique (Contrôle Financier, Budget et Trésor).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget de l'Etat (BE).</li> <li>- Banque Africaine de Développement (BAD)</li> </ul>

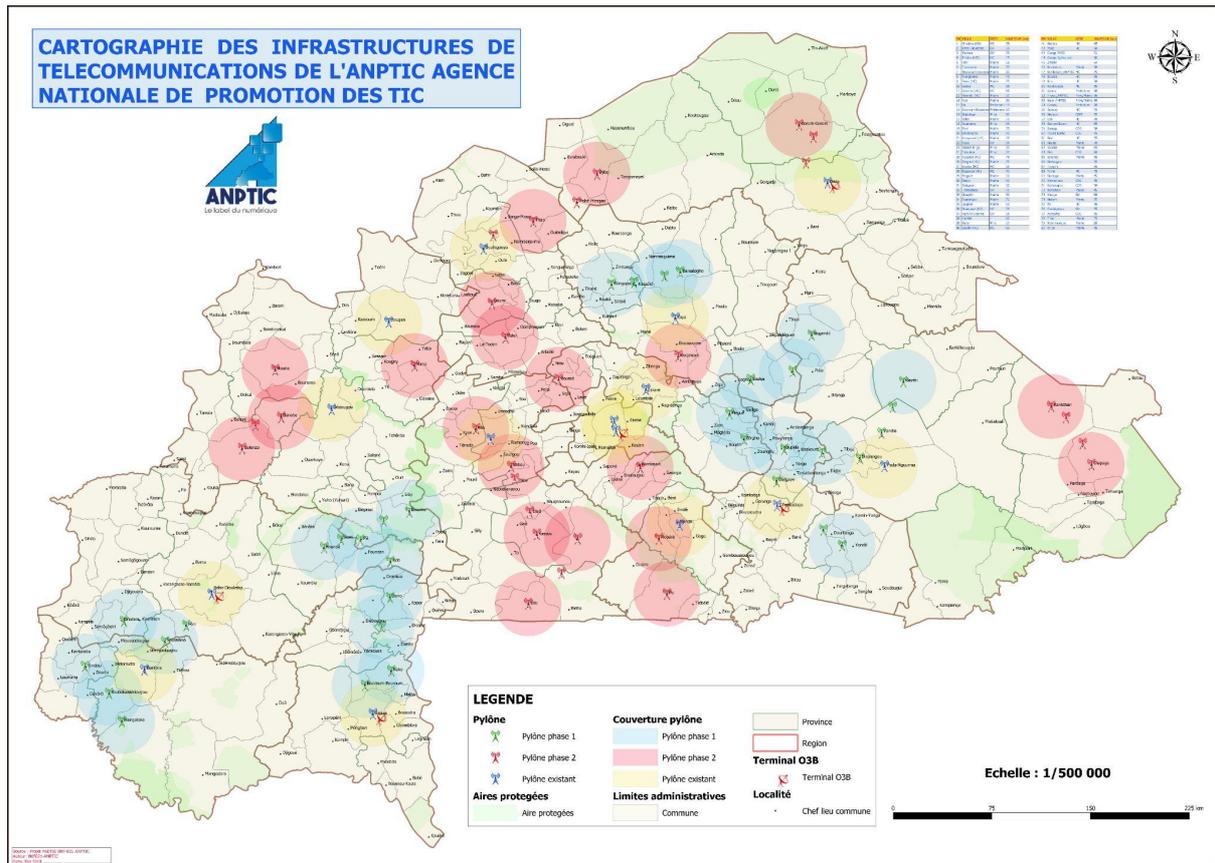
<p>6ème (2006)</p>	<p>- Grande étude entrepris en 2002, par l'Ex. DELGI pour bâtir une infrastructure nationale d'information et de communication qui permettrait à terme à l'Administration de disposer d'un vaste réseau couvrant tout le territoire national et reliant tous les services publics.</p> <p>- Déploiement du réseau métropolitain sans fil (WiMax) de Ouagadougou</p>	<p>- Permettre, non seulement d'exploiter toutes les applications informatiques utilisées par ces différents services, mais offrira également la possibilité de faire la téléphonie. Ce dernier objectif, très innovateur, devrait permettre de réduire très sensiblement le montant de la facture téléphonique de l'Etat.</p> <p>- Depuis le début de l'année 2006, la première étape des travaux de ce réseau a été entamée en s'appuyant fortement sur l'existant. Il s'agit de redimensionner le cœur du réseau métropolitain de Ouagadougou.</p>	
<p>7ème (2009-2012)</p>	<p>- Construction du réseau métropolitain fibre optique de Ouagadougou</p> <p>- Déploiement des réseaux métropolitains WiMax à Bobo, Kaya, Ziniaré et Ouagadougou</p> <p>- Extension du RESINA aux Directions Régionales du Budget (DRB)</p>	<p>- Ces travaux ont permis d'augmenter le nombre de nœuds principaux de 5 et d'interconnecter environ 90 de bâtiments principaux</p> <p>- Environ 500 services de l'Administration ont été raccordés au RESINA dans ces capitales régionales</p> <p>- Les DRB ont été interconnectées au RESINA pour permettre la concentration du SIGASPE</p>	<p>BE : pour BoboDioulasso seulement République de Chine (Taïwan) : pour les autres capitales régionales</p> <p>Banque Mondiale (BM)</p>

	<p>tension du RESINA à certains services du MINEFID pour l'exploitation de</p>	<p>objectif principal est de permettre certains services du MINEFID à Bagadougou non encore connectés, exploiter le logiciel du courrier qui a été vulgarisé au MINEFID. services ont été interconnectés au RESINA</p>	
	<p>tension du RESINA aux services déconcentrés des régions recette</p>	<p>objectif principal est l'amélioration de la mobilisation des ressources pour le budget de l'Etat en recettes. Ce projet a permis d'interconnecter 171 services dans 45 localités (45 chefs-lieux de province et 12 communes)</p>	<p>BE Royaume Danemark</p>
<p>8ème (2013 2014)</p>	<p>ploiement des réseaux métropolitains WiMax à Kori, Dédougou et Banfora</p>	<p>permis de raccorder environ 100 bâtiments de l'Administration</p>	
<p>9ème (2014 2015)</p>	<p>ploiement du réseau métropolitain WiMax à Kankodogo</p>	<p>viron 80 bâtiments ont été interconnectés du RESINA</p>	
<p>10ème (2014 nos jours)</p>	<p>ploiement en cours des réseaux métropolitains WiMax à Koudougou, Manga et Koudougou</p>	<p>0 bâtiments sont prévus d'être interconnectés au RESINA</p>	

<p>tension du RESINA aux services déconcentrés du NEFID chargés du contrôle financier et des politiques de développement</p>	<p>s objectifs principaux sont : (i) permettre l'exploitation des applications de gestion des finances publiques dans les sites concernés et (ii) renforcer les capacités d'intervention des services déconcentrés et leur synergie d'action dans le cadre de la lutte contre la fraude et le faux. 127 sites dispersés sont prévus d'être interconnectés.</p>	
<p>modernisation du système de communication du Ministère des Affaires étrangères</p>	<p>projet permettra de résoudre les difficultés de communication et de maîtriser les dépenses de télécommunications. 14 ambassades sont concernées par ce projet</p>	<p>publique amérique d'Iran</p>
<p>tension du réseau du réseau d'emploiement des pylônes d'emploiement de CPE dans 42 chefs-lieux de provinces pour interconnecter des bâtiments administratifs d'emploiement des stations LTE mettre en place une solution énergétique solaire et d'abris techniques les sites pylônes d'emploiement de la fibre optique</p>	<p>tension du réseau via</p>	<p>xembourg nque mondiale nemark</p>

➤ **Données macros sur le RESINA**

La cartographie de l'infrastructure de communication électronique de l'Administration est la suivante :



#### Réseaux Métropolitains :

- 128 Stations de base WiMax/LTE installés sur 81 pylônes pour un total de 1637 sites raccordés ;
- 647 km de fibre optique dans les capitales régionales pour un total de 695 sites raccordés ;

#### Réseaux Inter-Urbain :

- 2954 Km de FO en inter-urbain ;
- plus d'une centaine de liaisons spéciales numériques louées auprès des opérateurs privés ;

#### Couverture dans sa forme convergente voix et données :

- 42/45 provinces (Pama, Sebba et Batié non couvertes) ;
- 89 communes couvertes ;
- 2332 sites raccordés dont 695 par FO et 1637 par FH ;

#### Capacité à l'internationale

- PAV : 11 Gbps ;
- BFIX: 1 Gbps ;
- liaisons spéciales internet louées auprès des opérateurs ;

Autres

- environ 50 000 utilisateurs ;
- plus de 15 applications métiers (essentiellement les finances publiques et la gestion du personnel) ;
- plus de 900 téléphones IP ;
- plus de 4 500 comptes mail professionnels (.gov.bf) actifs ;
- environ 200 sites web de ministères et institutions dont une centaine hébergées dans le Cloud Gouvernemental ;

Difficultés du RESINA

D'importants travaux ont été réalisés à travers plusieurs projets (**RESINA, PADTIC, GLOUD, PRICAO, BACKBONE**) qui ont contribué chacun à l'amélioration du RESINA

Malgré tous ces apports des difficultés demeurent pour l'extension, la maintenance et l'exploitation au quotidien du RESINA face à des utilisateurs de plus en plus exigeants.

N°	Nature	Difficultés / Insuffisances
1	ressources humaines	Insuffisance du personnel chargé de la gestion du RESINA et du suivi des contrats de maintenance
2	Electricité	Instabilité du courant électrique
		Mauvaise qualité (irrespect des normes d'installation) et à la vétusté des circuits électriques installés dans les différents bâtiments administratifs
3	Service de maintenance	Qualité globalement insuffisante de l'offre de services en matière de prestations de maintenance des équipements
		Indisponibilité fréquente des LS louées auprès des opérateurs et leurs débits fluctuants et non garantis
		Insuffisance de pièces de rechange des équipements sensibles
		Vétusté de certains équipements
		Absence de mécanismes de maintenance du RESINA

		Existence de réseaux parallèles au RESINA
		Dysfonctionnement / Absence des réseaux locaux
4	Exploitation et maintenance	Insuffisance de synergie des différentes équipes intervenant sur le RESINA
		Faiblesse du débit de la connexion Internet de l'Administration
		Insuffisance du suivi et délai long dans la prise en charge de certains incidents
		Faiblesse de l'exploitation des outils de collaboration dans les différents ministères
5	Couverture	<b>Faiblesse de la couverture territoriales (89/351 communes)</b>
6	Ressources financières	<b>Absence de crédits pour la finalisation de certaines actions</b>

### 3. Estimations des effets directs, indirects et potentiels de l'infrastructure RESINA

#### 3.1. Pour l'Administration

##### ➤ Effets directs

Le RESINA constitue le support d'accès à toutes les applications transversales (SIGASPE, CID, CIM, SIGED, ...) ou sectorielles (CIR, Alias, DIAN, ...) de l'Administration.

La disponibilité dans le temps et dans l'espace permet l'utilisation des applications par toute l'Administration, améliorant ainsi sa productivité. A ce jour 42 provinces des 13 régions sont interconnectées au RESINA dans sa forme convergente voix et données. Pour les besoins spécifiques du MINEFID, ce réseau est étendu à toutes les quarante-cinq (45) provinces à travers des liaisons louées avec 35 054 utilisateurs (uniquement au MINEFID) permettant ainsi de traiter rapidement et dans la même région les requêtes de nombreux clients du service public. Ces requêtes sont entre autres les actes de carrière des agents publics, la solde mensuelle, les dépenses d'achats de biens et services au profit des contribuables etc. Une indisponibilité du RESINA sur un cours moyen ou long terme peut impacter négativement sur le temps de traitement des requêtes des fonctionnaires, des contribuables et impose à l'administration, à défaut de centraliser les traitements à un lieu unique, de procéder à la location de liaisons spécialisées auprès des compagnies privées de communications pour l'interconnexion des sites.

Cette situation d'absence du RESINA peut occasionner une perte énorme de ressources due à l'arrêt des services et ou freiner l'effort d'efficacité de l'action publique.

En tenant compte de la circulaire N°2018-01937/MINEFID/SG/DGTCP/PG du 03 août 2018 relative au référentiel de délais en matière d'exécution des dépenses publiques il doit s'écouler en moyenne 47 jours<sup>1</sup> pour qu'un dossier de dépense passe de la liquidation à son paiement. En juillet 2021 et au niveau central trois cent quatre-vingt-douze (392) dossiers d'un montant total de quatorze milliards trois cent quarante-trois millions huit cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent six (14 343 899 506) ont été payés dans un délai moyen de 20 jours. L'absence du RESINA fera perdre du temps aux bénéficiaires de ces dépenses.

Circuit de la Dépense

RD1101EXBP2

30/08/2021

page 1 / 1

DELAIS MOYENS DE PAIEMENT DANS TOUS LES MINISTERES DU 1ER JANVIER 2021 AU 31 JUILLET 2021 NIVEAU CENTRAL

N°	Rubrique	Délais abrégés			Norme référentielle
		PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2021 AU 31 JUIN 2021	MOIS DE JUILLET 2021	PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2021 AU 31 JUILLET 2021	
1	Nombre de dossiers payés	680	392	1072	
2	Montant payé	31 301 915 714	14 343 899 506	45 645 815 220	
3	Délais moyen de traitement au niveau du gestionnaire de crédits (RP) (1)	8	4	7	5
4	Délais moyen de transmission informatique et physique du gestionnaire de crédits à l'ordonnateur délégué /RFFI (2)	6	8	7	2
5	Délais moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur délégué /RFFI (3)	2	0	1	5
6	Délais moyen de transmission informatique et physique de l'ordonnateur délégué /RFFI au comptable (4)	5	4	5	2
7	Délais moyen de vérification au Trésor (DGTCP) (5)	2	1	2	3
8	Délais moyen de règlement au trésor après Visa (6)	3	3	3	30
9	Délais moyen de traitement au niveau du comptable (5+6)	5	4	5	33
10	Délais moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement (1+2+3+4+5)	23	17	21	17
11	Délais moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement (1+2+3+4+5+6)	26	20	25	47

Sources :CID Aout 2021

<sup>1</sup> Les délais fixés doivent être comme des repères pour l'exécution des tâches incombant à chaque acteur. Ces délais ne sauraient être opposables par des tiers à l'administration. (confère circulaire N°2018-01937/MINEFID/SG/DGTCP/PG du 03 août 2018).

Ces délais ne sont pas à confondre à ceux donnant droit au calcul des intérêts moratoires qui visés aux articles 172 et 173 du décret N°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01/02/2017

Le calendrier de la solde mensuelle est un calendrier dans lequel les acteurs du traitement des dépenses de personnels bénéficient d'une plage par mois pour le traitement des dossiers du personnel leur afférant. Ce calendrier impose à chaque acteur de respecter ces délais au risque d'attendre le mois suivant pour le traitement de ses dossiers. Dans le cadre de la prise en charge de ces dépenses de personnels le RESINA apporte un gain de temps de traitement. Car son déploiement a permis de décentraliser et de déconcentrer la prise en charge de ces dépenses et éviter les déplacements multiples des travailleurs publics

➤ **Effets indirects**

Dans le cadre du transfert des compétences et des ressources opérées par l'état central au profit des communes, chaque année l'administration centrale, à travers les ministères, envoie d'importantes quantités de fonds destinés à être exécutés au niveau décentralisé. L'exécution de ces dépenses suit les mêmes règles qu'à l'administration centrale. Afin d'avoir une célérité et une transparence dans la gestion de ces fonds, les applications métiers sont mises à contribution et utilisent le RESINA pour communiquer. En 2020, au MINEFID et pour les treize régions environ sept mille quatre cent trente-sept (7437) dossiers ont été payés dans le délai référentiel pour un montant de onze milliards quatre cent quarante-huit millions trois cent quatorze mille trois cent vingt-trois (11 448 314 323) FCFA d'achats de biens et services. Ces dossiers ont été traités dans une moyenne de quarante-trois (43) jours contre un référentiel de quarante-sept (47) jours. Cette performance due à la disponibilité du RESINA permet d'éviter les risques liés aux déplacements onéreux que devraient se soumettre les acteurs de la gestion des fonds transférés au niveau régional. De ce fait, une absence du RESINA freinera les efforts de transferts de compétences et de ressources au profit des collectivités et marquera un recul de l'administration dans sa quête de performance.

DELAIS MOYENS DE PAIEMENT DANS TOUTES LES REGIONS DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020 NIVEAU CENTRAL

N°	Rubrique	Délais abrégés			Norme référentielle
		PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 NOVEMBRE 2020	MOIS DE DÉCEMBRE 2020	PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE	
1	Nombre de dossiers payés	5838	1599	7437	
2	Montant payé	8,304,215,787	3,144,098,536	11,448,314,323	
3	Délais moyen de traitement au niveau du gestionnaire de crédits (RP) (1)	11	13	11	5
4	Délais moyen de transmission informatique et physique du gestionnaire de crédits à l'ordonnateur délégué /RFFI (2)	13	15	13	2
5	Délais moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur délégué /RFFI (3)	3	2	3	5
6	Délais moyen de transmission informatique et physique de l'ordonnateur délégué /RFFI au comptable (4)	8	9	8	2
7	Délais moyen de vérification au Trésor (DGTCP) (5)	8	10	8	3
8	Délais moyen de règlement au trésor après Visa (6)	0	1	0	30
9	Délais moyen de traitement au niveau du comptable (5+6)	8	11	8	33
10	Délais moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement (1+2+3+4+5)	43	49	43	17
11	Délais moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement (1+2+3+4+5+6)	43	50	43	47

**Sources :CID Aout 2021**

L'effectivité du transfert de compétences et de ressources ne constitue pas seulement les effets indirects que procure le RESINA. Les ordinateurs et équipements qui utilisent le RESINA ont souvent besoin de mise à jour pour corriger des problèmes de sécurité ou sur simple recommandations des fabricants de ces équipements ou support. En permettant aux utilisateurs d'avoir accès à internet, RESINA permet la mise à jour des équipements qui y sont déployés (Windows 10 antivirus, logiciels de bureautique) et de faciliter leur maintenabilité. Une bonne maintenance et des mises à jour régulières permettent d'allonger la durée de vie des équipements qui sont connectés au RESINA. En outre, le RESINA permet de stabiliser, voire réduire, la facture téléphonique de l'Etat grâce à l'utilisation des outils de communication (IP Phone, messagerie électronique) ; Toutes les communications dans la même localité sont sans frais et les communications entre les localités passent par les liaisons d'interconnexion. Selon l'étude réalisée dans le cadre de la mise en place de l'intranet Gouvernemental par le cabinet

SOFRECOM en 2004, grâce au RESINA la facture téléphonique de l'Etat pourrait se réduire de 40%.

Il faut noter que l'utilisation du RESINA pourrait avoir d'autres effets que sont :

- Contribution à la protection de l'environnement : l'usage de RESINA comme l'intranet de l'Administration contribue à une réduction considérable dans l'usage du papier. Cela contribue ainsi à la protection de l'environnement ;
- Promotion du développement de l'administration électronique, de la e-santé et de la e-éducation : à travers le RESINA la question du manque de personnel et de spécialistes en santé ainsi qu'au niveau de l'enseignement pourra se résoudre avec la téléconsultation et le E-learning. Les plateformes pourront être utilisées partout où le réseau est présent ;
- Renforcement des e-capacités des agents publics : des ressources (modules de formation par exemple) pourront être mises à disposition des agents publics à travers le RESINA pour d'éventuels recyclages ;
- Contribution au renforcement du dispositif sécuritaire : l'exploitation du RESINA par les FDS pourrait aider à l'exploitation de leur applications spécifiques (Ex : IRAPOL) et à installer des dispositifs propres à eux (Ex : Vidéo surveillance) ;

Accompagnement de l'Etat dans le processus de décentralisation : En effet, la présence du RESINA dans toutes les communes serait un véritable atout dans le processus de décentralisation car l'accessibilité à toutes les ressources se trouvant au niveau central sera une réalité et permettra de développer des outils spécifiques au profit des collectivités territoriales.

### 3.2. Pour le citoyen

Outre les énormes avantages liés à la modernisation et au renforcement de l'efficacité et de la transparence dans les services publics, la présence du RESINA sur l'ensemble du territoire national a des répercussions directes et indirectes sur les populations

#### ➤ Effets directs

La disponibilité de RESINA dans les 13 régions permet de rapprocher l'administration à l'administré et vice versa. Cette opportunité permet à de nombreux citoyens d'éviter des déplacements onéreux à Ouagadougou. En effet, avant le transfert des ressources et des compétences au niveau local, les agents publics se devaient de se rendre à Ouagadougou pour s'assurer du bon traitement des dossiers de leur carrière ou des requêtes formulées à l'endroit

de l'Etat. Ces déplacements onéreux sont à la charge du travailleur qui du même coup doit s'absenter de son service. Au regard de cela le RESINA apparaît comme un service qui aide à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens, et avec le manque de ressources humaines qualifiées, le gouvernement a entrepris depuis quelques années et particulièrement avec la crise du covid 19, la digitalisation de certains services dans le domaine de la santé, de l'enseignement et de l'accompagnement du monde paysan. De nos jours, il est ainsi possible aux patients de consulter un spécialiste dans le domaine de la santé sans pour autant faire un déplacement dans son cabinet. Aussi au niveau de l'enseignement universitaire il est possible d'enseigner à distance à partir des locaux de l'administration. Ces avancées ont été rendues possibles grâce au RESINA.

Entre autres avantages du RESINA pour les citoyens nous avons :

- La facilitation de leurs démarches administratives grâce à une amélioration de l'efficacité des services publics et une meilleure disponibilité de l'information; améliorer l'efficacité des services publics;
- La réduction des coûts des actes administratifs, grâce à une diminution des coûts de production; la présence de RESINA et l'utilisation de ses ressources ont permis de moderniser de nombreux services afin d'éviter la production d'actes manuels et la redondance dans la production de ces actes ainsi que leurs archivages et disponibilité;
- L'amélioration de la prise en charge médicale des patients des provinces au regard du déficit en personnels qualifiés (possibilité de mettre en place des unités de télémédecine) ; les crises sanitaires à répétition ont permis la naissance de nouveaux canaux de communication;
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement, au regard du déficit en personnels qualifiés, notamment au bénéfice des étudiants des universités secondaires (possibilité de mettre en place des unités de téléenseignement) ; les universités et écoles publiques éprouvent des difficultés d'espace, l'utilisation du RESINA à travers l'internet permet de résoudre cette difficulté par la mise en place de télé enseignement qui fait déjà ses preuves;
- Une économie de temps et de ressources financières dans les démarches administratives (réduction des déplacements pour les pièces d'état civil ou autre, ...);
- Contribution à la création de nouvelles opportunités visant l'épanouissement et le développement réel et durable du monde rural;

- Contribution à la transparence des processus électoraux ;

En somme le RESINA apporte une simplification de la vie des citoyens

➤ **Effets indirects**

Le trafic routier dans nos villes et campagnes est important occasionnant de nombreux sinistres au regard de l'état des routes et du non-respect des consignes de sécurité routière. En approchant l'administration aux administrés l'Etat participe à sécuriser la vie de nombreux citoyens qui étaient obligés de rejoindre par la route l'administration centrale pour les dossiers les concernant. Cet avantage de RESINA permet d'éviter l'engorgement des voies, de mieux sécuriser le citoyen et d'avoir des gains considérables de temps.

### 3.3. Pour l'économie nationale

➤ **Effets directs**

L'économie nationale est l'ensemble des unités résidentes, c'est-à-dire des unités qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique. Une unité a un centre d'intérêt sur le territoire si elle y effectue des opérations économiques pendant un an ou plus. L'Etat est un acteur majeur de cette économie et à travers les dépenses publiques, il permet aux autres acteurs de l'Economie nationale de fonctionner. Chaque année à travers des marchés publics de nombreuses entreprises se créent, recrutent du personnel, paient les impôts et se décentralisent. En 2020 la Direction générale des impôts (DGI) comptait sur tout le territoire national Seize mille cinq cent quatre-vingt-six (16 586) nouvelles entreprises déclarées et actives. En août 2021 la DGI dénombre Cent trente mille deux cent quatre-vingt-dix (130 290) entreprises déclarées et actives. De ces entreprises **Sept mille sept cent huit (7 708)** entreprises sont adhérentes à eSINTAX qui est le portail officiel de télédéclaration et de télépaiement des impôts et taxes de la Direction générale des impôts. Ce service en ligne de la DGI est favorisé par le RESINA. Les entreprises font les déclarations de leurs impôts et leurs paiements en ligne depuis leur bureau. Cette situation rend ces entreprises plus efficaces et dynamiques. Ce dynamisme est en partie lié aux acteurs mais aussi au réseau informatique qui permet une réduction du temps de traitement des dossiers, une augmentation de la productivité dans tous les secteurs ; une réduction des coûts de production des documents ou des actes.

➤ **Effets indirects**

La couverture des treize régions du pays par le RESINA permet de nos jours de traiter de façon continue les dossiers des clients du service public. A ce titre, au 31 décembre 2020 le ministère de l'économie des finances et du développement a traité au profit des régions plus de 7437 dossiers d'un montant de onze milliards quatre cent quarante-huit millions trois cent quatorze mille trois cent vingt-trois (11 448 314 323) FCFA d'achats de biens et services. Cette efficacité et ces montants incitent des prestataires privés notamment les banques, les entreprises privées et services financiers non bancaires à se décentraliser pour permettre un développement local.

#### 4. Analyse coût-bénéfice du RESINA

Dans cette partie l'analyse des éléments de coût et l'analyse des bénéfices de l'infrastructure RESINA seront traités.

##### 4.1. Analyse des éléments de Coût

Les éléments de coûts peuvent être regroupés en trois (03) catégories :

- Investissement de base ;
- Charges de renouvellement des équipements ;
- Charges récurrentes (Coûts de maintenance préventives, curatives, Gardiennage, Bande passante, mission de dépannage).

##### ➤ Investissement de base

Il s'agit des coûts de mise en place de l'infrastructure et les coûts liés à son extension. Les montants investis dans les stations de base (Pylônes WiMax et LTE, shelter et équipements actifs).

Le Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA) a été bâti progressivement par la réalisation des projets suivants : Projet de Renforcement et d'Extension du Réseau Informatique National de l'Administration (PRE/RESINA), Programme de Gouvernance Economique et Participation Citoyenne (PGEPC), Projet de mise en place d'une infrastructure Cloud au profit de l'administration, des entreprises et des citoyens (G-Cloud), Projet d'Appui au Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (PADTIC), Programme Régional des Infrastructures de Communication en Afrique de l'Ouest, projet du Burkina Faso (PRICAO-BF), Projet Backbone National des Télécommunications (PBNT). A ce jour 42 provinces sur les 45 sont connectées au RESINA par fibre optique ou sans fil (Wimax/LTE).



Tableau 1: Investissement de base 2015-2020

Projets	Montant investi (FCFA)	Source de financement
Projet de Renforcement et d'Extension du Réseau Informatique National de l'Administration (PRE/RESINA),	1 886 788 000	Etat
Projet d'Appui au Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (PADTIC)	15 656 743 479	Luxembourg/Etat
Programme de Gouvernance Économique et Participation Citoyenne (PGEPC)	856 573 076	Banque mondiale
Projet de mise en place d'une infrastructure Cloud au profit de l'administration, des entreprises et des citoyens (G-Cloud)	19 967 532 409	DANIDA/Etat
Projet Backbone National des Télécommunications (PBNT)	6 534 653 811	Bank of china/Etat
Programme Régional des Infrastructures de Communication en Afrique de l'Ouest, projet du Burkina Faso (PRICAO-BF),	1 618 199 191	Banque mondiale/Etat
<b>Total investissement</b>	<b>46 520 489 966</b>	

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ Charges de renouvellement des équipements

Il s'agira ici de prendre en compte les investissements liés aux renouvellements des équipements dû à l'amortissement.

Les équipements suivant leur durée de vie demandent un renouvellement suivant un plan d'amortissement :

- Station de base radio BTS PTMP ;
- Firewall+ licence Fortigate ;
- Switch de réserve (**NOKIA et CISCO**) ;
- Déploiement d'équipements de transmission de longue distance sur la section de PRICAO ;
- Système de monitoring de l'infrastructure passive Fibre Optique ;
- routeur + switch + Carte réseau (CISCO) ;
- routeur + switch + Carte réseau (NOKIA) ;

- mise en service des sites.

Tableau 2: Renouvellement des équipements à compter de 2022

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix HT	Durée de vie	Année d'acquisition	Date de fin de vie annoncée par le constructeur
01	Station de base radio BTS PTMP	U	13	250 000 000	3 250 000 000	05 à 08 ans	2006-2015	2006 - 2010
02	Routeur + switch + Carte réseau (CISCO)	U	21	15 000 000	315 000 000	5 ans	2006-2015	2010
03	Routeur + switch + Carte réseau (NOKIA)	U	100	4 000 000	400 000 000	5 ans	2018-2019	Non communiqué
04	Déploiement d'équipements de transmission de longue distance sur la section de PRICAO (Ouaga-Kombissiri-Manga-Pô-Bagré )	U	1	150 000 000	150 000 000	5 à 8 ans		NA
05	Firewall	U	13	20 000 000	260 000 000	5 ans	2006-2015	NA

06	Routeur + switch + Carte réseau reserve (CISCO)	U	15	15 000 000	225 000 000	5 ans	NA	NA
07	Routeur + switch + Carte réseau reserve (NOKIA)	U	25	4 000 000	100 000 000	5 ans	NA	NA
08	Système de monitoring de l'infrastructure passive FO	Ensemble	1	225 000 000	225 000 000	5 à 8 ans	Deux systèmes incomplets (2014 à 2015 et 2018 à 2020)	NA
09	Mise en service des sites	ML	26 923	13 000	350 000 000	10 à 15 ans	2010	NA
<b>TOTAL</b>					<b>5 275 000 000</b>			

Source : ANPTIC, Août 2021

L'ensemble de ces équipements est entièrement en fin de vie. Aussi le support n'est plus assuré et les pièces de rechange ne sont plus disponibles sur le marché. Il est donc impérieux d'assurer le renouvellement intégral de l'ensemble de ces équipements critiques pour le bon fonctionnement du réseau.

Tableau N° Evaluation des charges de renouvellements des équipements liés à l'amortissement 2022-2026

N°	Désignation	Charges prévisionnelles (FCFA)					Total
		2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	
01	Station de base radio BTS PTMP	1 250 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			3 250 000 000
02	Routeur + switch + Carte réseau (CISCO)	315 000 000	-	-	-	-	315 000 000
03	Routeur + switch + Carte réseau (NOKIA)	-	200 000 000	200 000 000	-	-	400 000 000
04	Déploiement d'équipements de transmission de longue distance sur la section de PRICAO (Ouaga-Kombissiri-Manga-Pô-Bagré )	150 000 000	-	-	-	-	150 000 000
05	Firewall	175 000 000	85 000 000	-	-	-	260 000 000
06	Routeur + switch + Carte réseau réserve (CISCO)	25 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	225 000 000
07	Routeur + switch + Carte réseau réserve (NOKIA)	-	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	100 000 000
08	Système de monitoring de l'infrastructure passive FO	225 000 000	-	-	-	-	225 000 000
09	Mise en service des sites raccordés par FO	175 000 000	175 000 000	-	-	-	350 000 000

<b>TOTAL</b>	<b>2 315 000 000</b>	<b>1 535 000 000</b>	<b>1 275 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>5 275 000 000</b>
--------------	----------------------	----------------------	----------------------	-------------------	-------------------	----------------------

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Charges récurrentes (Annuel/régulier)**

Ces charges correspondent aux coûts d'entretien générés annuellement par l'exploitation du réseau (Réseau cœur et réseau de distribution). Cette maintenance annuelle est essentielle pour garantir la fiabilité et la disponibilité du réseau. Cette maintenance concerne le cœur du réseau et le réseau de distribution (Fibre optique, Pylônes, Datacenters, Abris et locaux techniques, Energie solaire, Environnement, climatisation, extincteur, Équipements actifs, Stations de base LTE et des liaisons PtP). Le tableau ci-après donne le coût de cette maintenance estimé sur la base des prix du marché pour l'année 2022.

*Tableau 3: Coûts de maintenance préventive, curative*

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix HT
1	Fibre optique	ML	647 000	500	323 500 000
2	Pylônes	U	81	1 000 000	81 000 000
3	Datacenters	U	5	10 000 000	50 000 000
4	Abris et locaux techniques	U	175	250 000	43 750 000
5	Energie	U	175	1 000 000	175 000 000
6	Environnement, climatisation, extincteur	U	175	1 000 000	175 000 000
7	Equipements actifs	U	2 100	100 000	210 000 000
<b>TOTAL</b>					<b>1 058 250 000</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Une estimation des charges de maintenance préventive, curatives sur la période 2022-2026 est illustrée dans le tableau ci-après. Cette estimation est faite sur la base de celle de 2022 et en tenant compte de l'évolution prévisionnelle de certains composants du réseau.

Tableau n°Evaluation des charges de maintenance préventives, curatives 2022-2026

N°	Désignation	Charges maintenance préventives, curatives prévisionnelles (FCFA)				
		2022	2023	2024	2025	2026
1	Fibre optique	323 500 000	333 500 000	343 500 000	353 500 000	363 500 000
2	Pylônes	81 000 000	85 050 000	89 302 500	93 767 625	98 456 006
3	Data centers	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
4	Abris et locaux techniques	43 750 000	45 937 500	48 234 375	50 646 094	53 178 398
5	Energie	175 000 000	183 750 000	192 937 500	202 584 375	212 713 594
6	Environnement, climatisation, extincteur	175 000 000	183 750 000	192 937 500	202 584 375	212 713 594
7	Équipements actifs	210 000 000	220 500 000	231 525 000	243 101 250	255 256 313
<b>TOTAL</b>		<b>1 058 250 000</b>	<b>1 102 489 523</b>	<b>1 148 438 899</b>	<b>1 196 185 744</b>	<b>1 245 817 905</b>

Source : ANPTIC, Août 2021

➤ **Coûts de sécurisation et gardiennage des sites**

Les infrastructures du RESINA (pylônes, station de base, datacenter, shelter) sont répartis sur tout le territoire national. La sécurisation de ces infrastructures physiques exige un gardiennage. Le tableau ci-après donne une estimation du coût de gardiennage des 84 infrastructures identifiées à ce jour.

*Tableau 4: Coûts de sécurisation et gardiennage des sites*

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix HT
1	Gardiennage des sites	U	84	2 640 000	221 760 000
<b>TOTAL</b>					<b>221 760 000</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Tableau n° : Evaluation des charges de sécurisation et gardiennage des sites 2022-2026

N°	Désignation	Charges de sécurisation et gardiennage des sites prévisionnelles (FCFA)				
		2022	2023	2024	2025	2026
1.	Gardiennage des sites	221 760 000	232 848 000	256 132 800	261 255 456	266 480 565

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Charges relatives à la colocation des pylônes**

*Tableau 5: Colocation des pylônes*

N°	DESIGNATION	MONTANT ANNUEL
1	Alimentation électrique et utilisation d'espace sur le pylône TELECEL à Pobé Mengao	4 263 744
<b>TOTAL</b>		<b>4 263 744</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Tableau n° : Evaluation des charges relatives à la colocation des pylônes  
2022-2026

N°	Désignation	Charges de relatives à la colocation des pylônes prévisionnelles (FCFA)				
		2022	2023	2024	2025	2026
1.	Charges relatives à la colocation des pylônes	4 263 744	4 263 744	4 263 744	4 263 744	4 263 744

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Coût annuel de la bande passante**

Dans le but d'améliorer la connectivité de notre administration dans la dynamique de la transformation numérique de l'économie, l'ANPTIC a adhéré au PAV afin de souscrire à la capacité pour l'écoulement du trafic internet du RESINA vers le PAV et le BFIX. Cela génère une charge d'environ 20 000 000 FCFA par mois et par Gbps pour le PAV, 10 000 000 par an pour le BFIX et 295 501 500 F CFA par an pour les 18 LS avec l'ONATEL.

Le raccordement d'un nombre important de sites administratifs au RESINA entraîne un accroissement proportionnel de la bande passante satellitaire nécessaire pour écouler le trafic Voix IP/ Data

*Tableau 6: Location de la bande passante (en 2021)*

Entité	Capacité	Coût annuel
Point d'Atterrissage Virtuel (PAV)	2 Gbps	480 000 000
Point d'échange Internet du BURKINA FASO (BFIX)	1 Gbps	10 000 000
ONATEL (18 LS + lignes T2)	159 Mbps	540 000 000
Autres LS/DGAIE	-	861 600 000

<b>Montant annuel minima</b>	<b>1 891 600 000</b>
------------------------------	----------------------

**Source : ANPTIC, Août 2021**

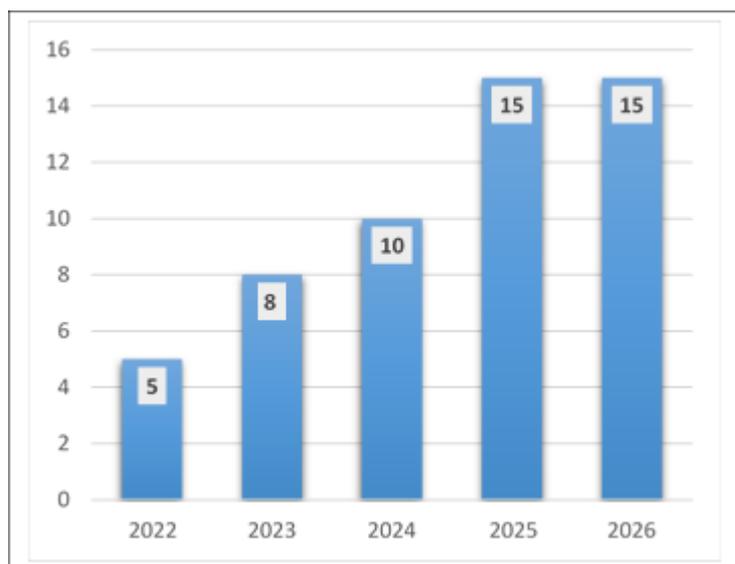
*Tableau 7: Evaluation prévisionnelle de la fourniture de la bande passante*

N°	Désignation	Evolution prévisionnelle Bande passante (Gbps)				
		2022	2023	2024	2025	2026
1	Evolution prévisionnelle Bande passante (Gbps)	5	8	10	15	15
2	Bande passante acquise par la Banque mondiale au profit de l'administration et des universités	9	9	9	9	9
3	<b>Coût des charges prévisionnelles</b>	<b>1 258 470 000</b>	<b>2 013 552 000</b>	<b>2 516 940 000</b>	<b>3 775 410 000</b>	<b>3 775 410 000</b>

Source : ANPTIC, Août 2021

***NB : Bande passante de 9 Gb acquise par la Banque mondiale et sera répartie entre l'Administration centrale et les universités pour un montant de 2 900 000 000 CFA.***

***Graphique 2: Evolution prévisionnelle de la fourniture de la Bande passante (Gbps)***



Cette évolution prend en compte :

- l'accroissement des besoins des utilisateurs ;
- l'augmentation des services en ligne ;
- l'augmentation du nombre d'utilisateurs.

Source : ANPTIC, Août 2021

Tableau 8 : Évolution des charges prévisionnelles de la fourniture de la bande passante (FCFA) 2022-2026

Désignation	Charges de la bande passante prévisionnelles (FCFA)				
	2022	2023	2024	2025	2026
Point d'Atterrissage Virtuel (PAV)	1 258 470 000	2 013 552 000	2 516 940 000	3 775 410 000	3 775 410 000
IXP du BURKINA FASO (BFIK)	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Liaisons spécialisées (LS) + lignes téléphoniques (T2) louées par MENPTD <sup>2</sup>	540 000 000	37 170 000	37 170 000	37 170 000	37 170 000
Autres LS/DGAIE <sup>3</sup>	861 600 000	430 800 000	344 640 000	172 320 000	86 160 000
<b>Montant annuel minima</b>	<b>2 670 070 000</b>	<b>2 491 522 000</b>	<b>2 908 750 000</b>	<b>3 994 900 000</b>	<b>3 908 740 000</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Charges liées aux missions d'interventions et dépannages sur le réseau cœur et de distribution (frais de mission, carburant...)**

Tableau 9: Missions relatifs aux travaux de maintenance annuelle

NUMÉRO DE MISSIONS	date début	date retour	frais de carburant	frais total de mission	Montant total 2021 (F CFA)
<b>TOTAL</b>			<b>6 234 077</b>	<b>68 288 571</b>	<b>74 522 648</b>

**CIM, ANPTIC 2021**

Tableau 10 : Evaluation des charges liées aux missions d'interventions 2022-2026

Désignation	Charges relatives aux missions prévisionnelles (FCFA)				
	2022	2023	2024	2025	2026
Charges relatives aux mission	74 522 648	74 522 648	74 522 648	74 522 648	74 522 648

**Source : ANPTIC, Août 2021**

<sup>2</sup> Avec l'hypothèse selon laquelle le Backbone sera fonctionnel en 2022, il est envisagé la réduction des charges relatives à la location des LS à l'exception de celle de Kantchari (Préfecture) - Ouaga (Immeuble du Faso)

<sup>3</sup> A l'hypothèse d'opérationnalisation du Backbone et la prise d'un texte pour encadrer les demandes de LS, il est envisagé une réduction progressive des liaisons spécialisées (LS) louées

➤ **Charges liées aux ressources humaines**

Il est prévu le déploiement de techniciens sur deux niveaux : régional et provincial.

Tableau 11 : Estimation des charges du personnel pour l'année 2022

N°	Profil	Effectif	Salaire annuel	Incidence
<b>Niveau régional</b>				
01	Ingénieurs de réseau, système de télécom	13	5 594 930	72 734 090
02	Techniciens supérieurs	13	4 646 062	60 398 806
03	Secrétaires	13	2 326 783	30 248 183
<b>Niveau provincial</b>				
04	Technicien supérieur	45	4 650 000	209 250 000
05	Technicien niveau CAP	45	2 326 783	104 705 249
<b>TOTAL</b>				<b>477 336 329</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Une estimation des charges du personnel sur la période 2022-2026 est illustrée dans le tableau ci-après. Cette estimation est faite sur la base de celle de 2022 et en tenant compte de l'évolution prévisionnelle du personnel.

Tableau 12 : Evaluation des charges du personnel 2022-2026

N°	Désignation	Charges de personnel prévisionnelles (FCFA)				
		2022	2023	2024	2025	2026
1.	Charges relatives aux ressources humaines	477 336 329	477 336 329	477 336 329	477 336 329	477 336 329

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Tableau 13 : Estimation des charges liées à la logistique

N°	Désignation	Quantité	Prix unitaire	Montant
<b>Bureau régional</b>				
01	Bureau (trois pièces)	13	PM	
02	Magasin	13	PM	

03	Véhicule	13	44 768 250	581 987 250
04	ordinateurs	39	540 000	21 060 000
05	Bureau	39	250 000	9 750 000
06	Fauteuil	39	125 000	4 875 000
07	chaises visiteurs	78	25 000	1 950 000
08	Imprimante	13	200 000	2 600 000
09	Frais de fonctionnement (carburant, frais de missions, fournitures de bureau, assurances, entretiens des véhicules, nettoyage des locaux....)	13	3 000 000	39 000 000
<b><i>Sous total région</i></b>				<b><i>661 222 250</i></b>
<b><i>Bureau provincial</i></b>				
10	Bureau (trois pièces)	45	PM	
11	Magasin	45	PM	
12	Véhicule	45	44 768 250	2 014 571 250
13	ordinateurs	90	540 000	48 600 000
14	Bureau	90	250 000	22 500 000
15	Fauteuil	90	125 000	11 250 000
16	chaises visiteurs	180	25 000	4 500 000
17	Imprimante	45	200 000	9 000 000
18	carburant, frais de missions, fournitures de bureau, assurances, entretiens des véhicules, nettoyage des locaux....	45	3 000 000	135 000 000
<b><i>Sous total province</i></b>				<b><i>2 245 421 250</i></b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>2 906 643 500</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Licences et supports techniques**

Tableau 14: Charges liées aux licences et supports techniques

N°	DÉSIGNATION	UNITÉS	QUANTITÉS	MONTANT
01	Contrat de support niveau 3 pour la messagerie	Forfait annuel	1	17 000 000
02	Contrat de support niveau 3 pour la téléphonie sur IP	Forfait annuel	1	20 000 000
03	Contrat de support niveau 3 avec NOKIA pour le G-CLOUD (réseau IP/MPLS et Data centers)	Forfait annuel	1	600 000 000
04	Contrat de support niveau 3 avec TELRAD pour le réseau IP/MPLS	Forfait annuel	1	40 000 000
<b>TOTAL</b>				<b>777 000 000</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Tableau 15 : Evaluation des Charges liées aux licences et supports techniques 2022-2026

N°	DÉSIGNATION	2022	2023	2024	2025	2026
01	Contrat de support niveau 3 pour la messagerie	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000
02	Contrat de support niveau 3 pour la téléphonie sur IP	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000

03	Contrat de support niveau 3 avec NOKIA pour le G-CLOUD (réseau IP/MPLS et Data centers)	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
04	Contrat de support niveau 3 avec TELRAD pour le réseau IP/MPLS	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>577 000 000</b>				

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Récapitulatif des Charges récurrentes par an**

Tableau 16; Récapitulatif des Charges récurrentes sur la période 2022-2026

N°	Charges récurrentes	Coût (F CFA)				
		2022	2023	2024	2025	2026
01	Coûts de maintenance préventives, curatives	1 058 252 022	1 102 489 523	1 148 438 899	1 196 185 744	1 245 817 905
02	Coûts de sécurisation et gardiennage des sites	221 760 000	232 848 000	256 132 800	261 255 456	266 480 565
03	Charges relatives à la colocation des pylônes	4 263 744	4 263 744	4 263 744	4 263 744	4 263 744
04	Coût annuel de la bande passante	2 670 070 000	2 491 522 000	2 908 750 000	3 994 900 000	3 908 740 000
05	Dépenses de personnel	477 336 329	477 336 329	477 336 329	477 336 329	477 336 329
06	frais de mission, carburant...)	74 522 648	74 522 648	74 522 648	74 522 648	74 522 648
07	Licences et supports techniques	577 000 000	577 000 000	577 000 000	577 000 000	577 000 000
<b>Coût des Charges récurrentes par an</b>		<b>5 083 204 743</b>	<b>4 959 982 244</b>	<b>5 446 444 420</b>	<b>6 585 463 921</b>	<b>6 970 831 191</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Récapitulatif des charges par an**

Tableau 17 : Récapitulatif des charges sur la période 2022-2026

Charges	Coût (FCFA)				
	2022	2023	2024	2025	2026
Besoins en renouvellement des équipements	2 315 000 000	1 535 000 000	1 275 000 000	75 000 000	75 000 000
Equipement du personnel	581 328 700	581 328 700	581 328 700	581 328 700	581 328 700
Charges récurrentes par an	5 083 204 743	4 959 982 244	5 446 444 420	6 585 463 921	6 554 163 217
<b>Montant total</b>	<b>7 979 535 465</b>	<b>7 076 312 967</b>	<b>7 302 775 144</b>	<b>7 241 794 646</b>	<b>7 210 493 943</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

4.2. Analyse des bénéficiaires

➤ **Principaux services sur le RESINA**  
**Les services applicatifs**

Plusieurs applications sont fonctionnelles sur RESINA.

La synthèse par ministère se présente comme suit :

N°	Ministère/Institution	Nombre
1.	MINEFID	26
2.	Ministère de l'administration territoriale et de la Décentralisation	6
3.	Ministère du Développement Numérique, des Postes et de Transformation Digitale	4

4.	Conseil constitutionnel	2
5.	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	6
6.	Primature	2
7.	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	3
8.	Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale	3
9.	Ministère des Sports des Loisirs	4
10.	Ministère de la Justice des droits humain et de la promotion civique	4
11.	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et la promotion des langues nationales	3
12.	Le Médiateur du Faso	1
13.	Ministère de l'eau et de l'assainissement	4
14.	Conseil d'Etat	1
15.	Ministère de la santé	1
16.	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation	3

**Source : ANPTIC, Août 2021**

### **Les services d'interconnexion**

Il s'agit à ce niveau de mettre en exergue le niveau d'interconnexion sur l'ensemble du territoire par ministère et par région. L'analyse est faite suivant toutes les technologies confondues. Elle montre que plusieurs ministères et institutions sont fortement interconnectés au RESINA. Il s'agit notamment du Ministère en charge des finances (272 interconnexions) et celui en charge de l'administration territoriale (234 interconnexions). Il est bon de constater que le nombre d'interconnexions est élevé pour les ministères à forte déconcentration.

Au niveau régional, il s'agit de constater les interconnexions qui y sont réalisées. A la lecture de ce graphique, il ressort que la région du centre est fortement interconnectée (272). Il s'en

suit celle des hauts bassins (153). La région la moins interconnectée est la région du Centre Nord (KAYA) avec 54 installations.

Le diagramme du niveau d'interconnexion respectifs par ministère et par région se présentent comme suit :

Figure 1: Répartition des bâtiments raccordés par ministères

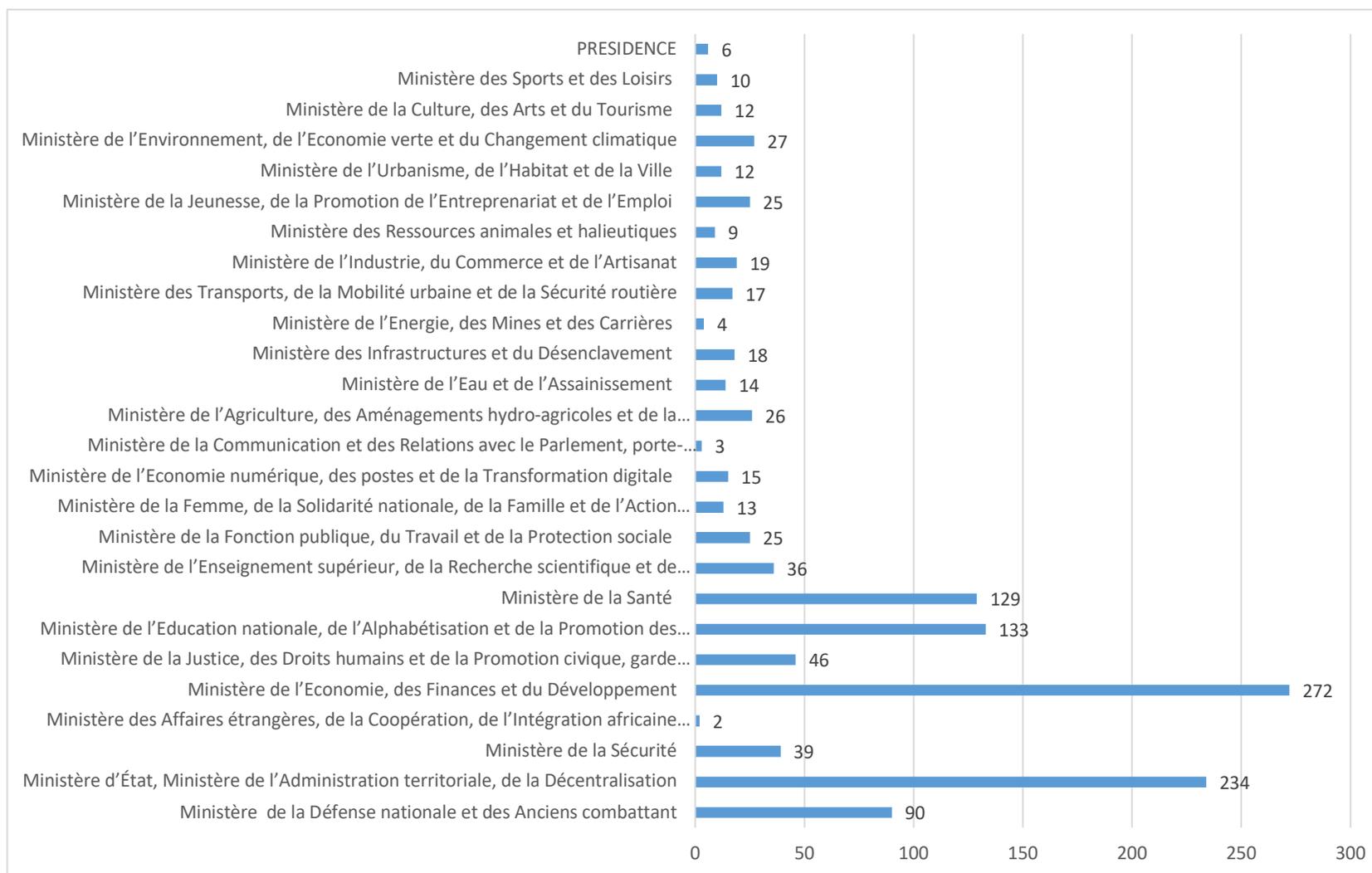
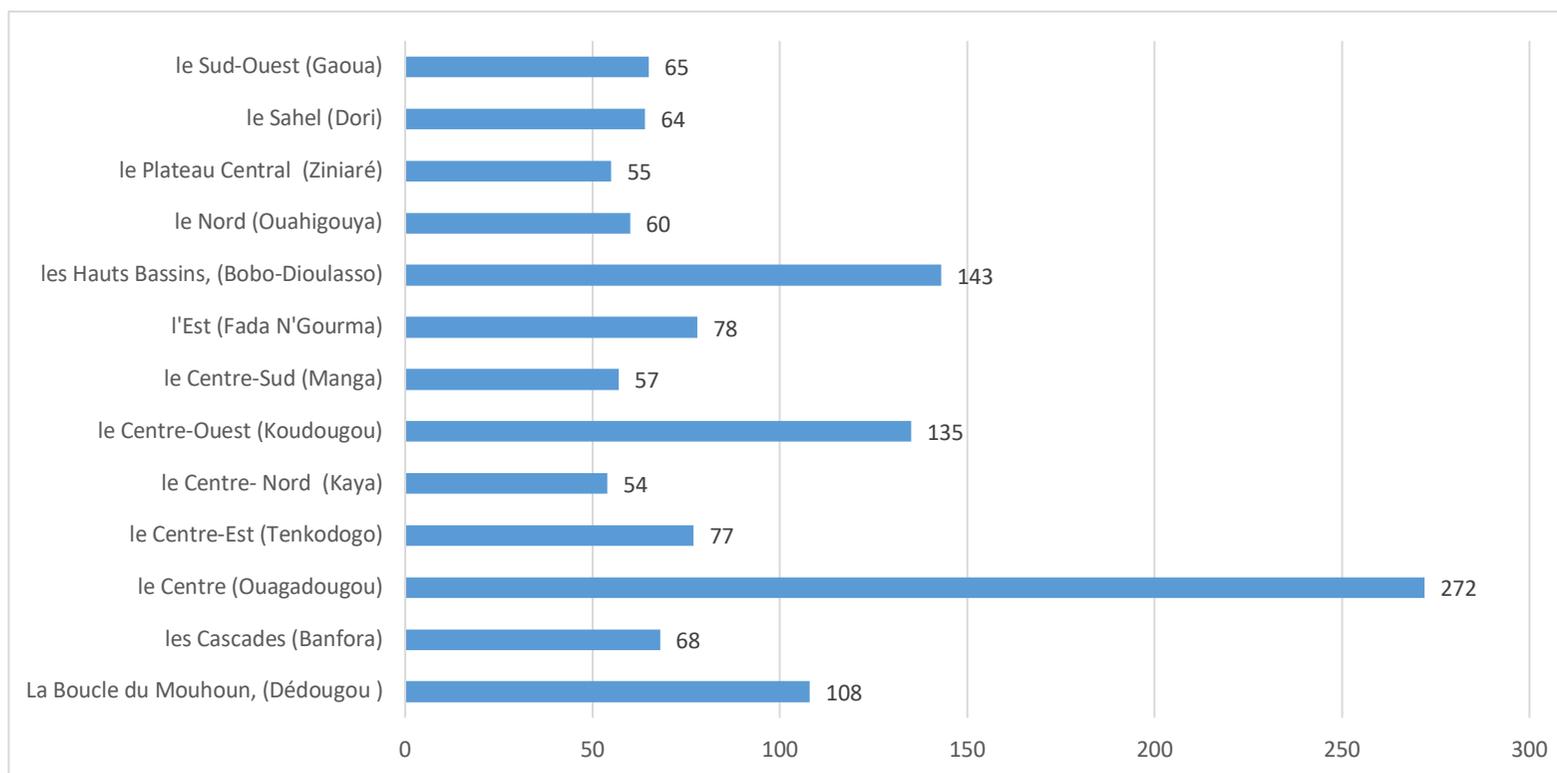


Figure 2: Répartition des bâtiments raccordés par région



## Identification des acquis

Les principaux bénéfices identifiés sont les suivants :

- RESINA est une infrastructure facilitant l'accès et la mutualisation des actifs numériques (Infrastructures et services)
- RESINA couvre l'ensemble du territoire ;
- Facilitation du travail au niveau des acteurs du métier ;
- RESINA est une infrastructure qui ouvre sur le monde à travers l'internet ;
- La bande passante internet est répartie sur l'ensemble du réseau.

Les principaux acquis peuvent se résumer à travers le tableau suivant :

<b>Années</b> <b>Réalisations</b>	<b>Quantité</b>
Nombre de bâtiments interconnectés au RESINA	2 332
Nombre de bâtiments interconnectés par Fibre Optique	695
Plusieurs services transversaux qui tournent sur RESINA	1. l'accès aux applications métiers transversales (CID, SIGASPE, CIM, SIGED, eSyntax, SIGEPE, KIRA, SIMP, CIFE, SIGEPE...) 2 l'accès aux applications métiers sectorielles ; 3. la messagerie professionnelle, 4. la téléphonie sur IP, 5. l'accès à Internet, 6. Les services du cloud (IAAS, PAAS, SAAS) dont la Plateforme de E-Learning utilisée par les universités
Nombre de provinces couvertes par le RESINA	42
Nombre de Kms Fibre Optique au plan national	1 403

Les licences distribuées	3 991
--------------------------	-------

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Évaluation des bénéfices**

L'évaluation des bénéfices a été une activité complexe dans la mesure où elle doit partir d'une comparaison entre les charges actuelles générées par le fonctionnement du RESINA et celles éventuelles dans une situation de sollicitation des services d'opérateurs privés.

➤ **Analyse comparée des investissements**

Tableau n° : Estimation annuelle des coûts d'interconnexion Urbain/Inter-Urbain et de la capacité d'internet en LS louées

Désignation	Nombre	Débit Maximum (Mbps)	Débit Moyen (Mbps)	Prix moyen Operateur (FCFA) HT/an/site	Montant Total moyen (FCFA) HT/an
Bâtiments interconnectés par Fibre Optique	695	1024	100	110 000 000	76 450 000 000
Bâtiments interconnectés par FH	1 637	100	5	6 000 000	9 822 000 000
LS Inter-urbain Grande capacité	5	10240	1024	614 400 000	3 072 000 000
Autres LS et ligne T2 (MENPTD)	1		1	540 000 000	540 000 000
Bâtiments du MINEFID interconnectés par les LS	44		0,512	3 300 000	145 200 000
Autres LS (DGAIE)	1			716 400 000	716 400 000
Autres lignes téléphoniques (DGAIE)	1		1	6 269 515 338	6 269 515 338
Capacité Internet	2	1024	1024	1 228 800 000	2 457 600 000

<b>Total</b>					<b>99 472 715 338</b>
--------------	--	--	--	--	-----------------------

NB: Ces données ne tiennent pas compte des frais d'accès qui sont payés pour l'installation des différentes LS

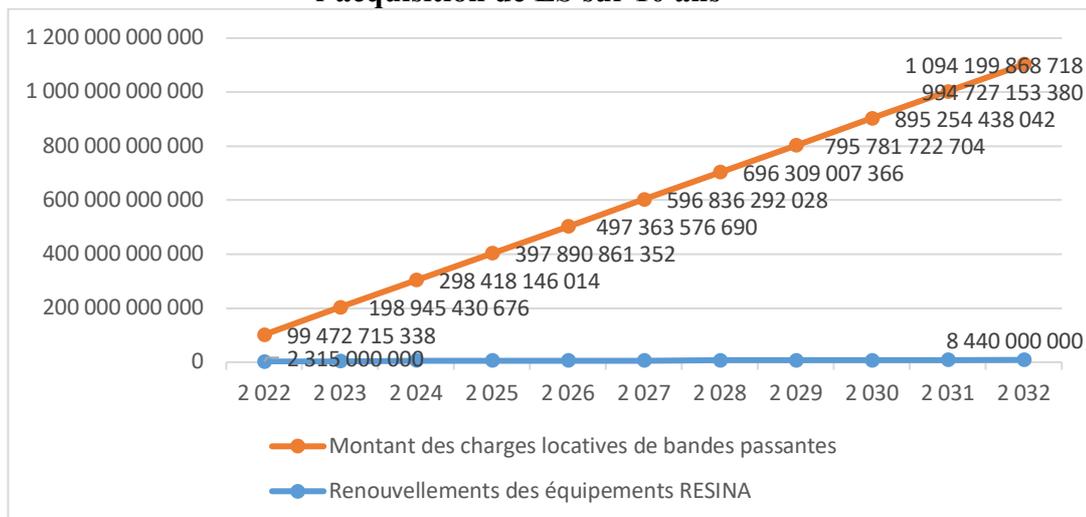
➤ **Analyse comparée entre les Coûts d'investissement de renouvellement du matériel et l'acquisition de LS**

Pour rappel, l'évaluation des charges de renouvellement des équipements liés à l'amortissement 2022-2026 s'élève à 5 275 000 000 FCFA sur une durée de 5 ans. La moyenne annuelle des évaluations est de 1 055 000 000 FCFA. Après les investissements sur les 5 années prochaines, les infrastructures subiront très peu d'acquisition. Pour notre analyse, nous supposons un renouvellement annuel de 50% sur la moyenne des 5 dernières années d'investissement à partir de 2027. Le montant estimatif de la progression annuel est de 527 500 000.

Pour ce qui est de la location des liaisons spécialisées, le coût annuel est estimé en moyenne à 99 472 715 338 FCFA. L'hypothèse à ce niveau est faite sur la base que le montant reste constant jusqu'en 2032.

Le tableau d'analyse comparée des montants de renouvellement des équipements et celui de l'acquisition de ligne se présente en annexe 4. Le diagramme réalisé sous forme d'estimations cumulées se présente alors comme suit :

**Figure 3: Analyse comparée entre le coût de renouvellement des équipements et l'acquisition de LS sur 10 ans**



Les investissements de départ dès la première année de l'analyse (2022) présentent un écart. Le scénario de renouvellement des équipements du RESINA est une courbe légèrement ascendante. Elle passe de 2 315 000 000 FCFA en 2022 pour atteindre 8 440 000 000 en 2032. Cela traduit le fait que les investissements cumulés du renouvellement des équipements sont estimés à 8 440 000 000

Le scénario d'acquisition des liaisons spécialisées présente un montant initial de 99 472 715 338 FCFA. La courbe est fortement ascendante. Elle atteint le niveau de 1 094 199 868 718 FCFA au bout de la dixième année soit en 2032. Le différentiel est de l'ordre de 1 085 759 868 718 FCFA.

➤ **Coûts d'extension**

Tableau n° : Extension du RESINA dans toutes les communes par l'Etat

Désignation	Nombre	Équipements Centraux et clients	Coût équipements centraux et clients	Total
Réseaux Métro commune urbaine	17	Pylône, station de base, routeur, shelter, dispositif solaire, CPE, Mât	450 000 000	7 650 000 000
Réseaux Métro commune rurale	282	Pylône, station de base, routeur, shelter, dispositif solaire, CPE, Mât	300 000 000	84 600 000 000
Réseaux PtP	249	Pylône, Antenne Ptp, routeur, shelter, dispositif solaire	100 000 000	24 900 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>117 150 000 000</b>

**Source : ANPTIC, Août 2021**

Tableau n° : Redevances annuelles de l'extension du RESINA dans toutes les communes à travers les liaisons louées

Désignation	Nombre	Debit /site	Côut debit /Site/an	Cout Total / an
<b>LS Metro (Commune rurale et urbaine</b>	<b>299</b>	<b>5</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 794 000 000</b>

<b>LS Inter-urbain</b>	<b>249</b>	<b>100</b>	<b>110 000 000</b>	<b>27 390 000 000</b>
------------------------	------------	------------	--------------------	-----------------------

**Source : ANPTIC, Août 2021**

➤ **Analyse comparée entre les Coûts d'extension et l'acquisition de LS pour l'extension**

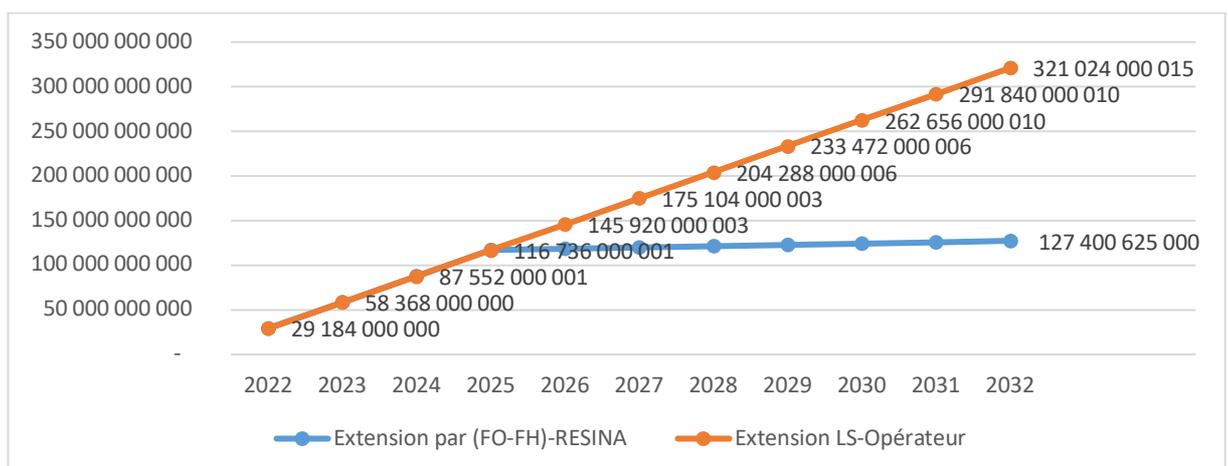
L'évaluation des charges de réalisation de l'extension du RESINA est faite sur deux scénarii. Le premier scénario porte sur l'utilisation des technologies de fibre optique et Faisceaux hertziens. Le deuxième scénario consiste à l'utilisation de LS.

Le montant de l'investissement par RESINA est de 117 150 000 000 FCFA. La moyenne annuelle sur une période de 4 ans donne 29 287 500 000 FCFA. L'hypothèse du renouvellement est faite sur la base d'un montant équivalent à 5% de la moyenne des investissements annuels (1 464 375 000 FCFA)

Pour ce qui est de la location des liaisons spécialisées nécessaire pour l'extension, le coût annuel est estimé en moyenne à 29 184 000 000 FCFA. L'hypothèse à ce niveau est faite sur la base est que le montant reste constant jusqu'en 2032.

Le tableau d'analyse comparée des montants de l'extension du réseau et celui de l'acquisition de ligne se présente alors dans le tableau annexe 5. Le diagramme réalisé sous forme d'estimations cumulées se présente alors comme suit :

**Analyse comparée entre le coût de l'extension du RESINA via des technologies FO ou FH et l'acquisition de LS sur 10 ans**



Les investissements de départ, relatifs à l'extension du RESINA, dès la première année de l'analyse (2022) ne présentent pas d'écart sensible entre les deux scénarii de l'extension. Les

deux tendances restent voisines sur les 4 premières années pour atteindre un niveau. Dès lors, le niveau de croissance des investissements pour des solutions utilisant FO et FH restent plus ou moins stables et se matérialisent par une courbe horizontale pour atteindre le niveau de 127 400 625 000 FCFA.

Le scénario d'acquisition des liaisons spécialisées présente une courbe fortement ascendante. Elle atteint le niveau de 321 024 000 015 FCFA au bout de la dixième année soit en 2032. Le différentiel est de l'ordre de 193 623 375 015 FCFA.

➤ **Pertes en cas d'indisponibilité du RESINA**

**1) En matière de recettes**

Une absence ou une indisponibilité de ce réseau pendant un cours moyen et long terme impactent l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat. **En effet une des raisons récurrentes avancées par les régies de recette pour expliquer les contre-performances ces dernières années est le problème d'extension et de stabilité RESINA<sup>4</sup>.**

**2) En matière de dépenses**

**En moyenne journalière, l'Etat paie environ 5,5 milliards de dépenses par jour.** Cette somme est assez importante pour le fonctionnement de l'économie nationale. Aussi ressort-il des différents rapports des services de recouvrement que le non règlement ou le retard dans le règlement des factures des contribuables est une des causes qui pourrait expliquer l'insolvabilité de certaines entreprises face à l'impôts<sup>5</sup>. En outre, un jour de retard dans le délai contractuel de paiement ouvre le droit au titulaire d'un contrat de demander des intérêts moratoires à l'Etat.

En matière d'efficacité, on note le retard dans la délivrance des actes administratifs, la faible productivité des agents ; l'absence de fiabilité de certaines données, l'incohérence et manque de traçabilité dans les opérations.

**Du point de vue des entreprises**

- le retard de règlement des factures impactant négativement la trésorerie des entreprises ;
- le retard dans l'obtention des actes administratifs ;
- le ralentissement des activités.

**Du point de vue des citoyens**

- le retard dans l'obtention des actes administratifs ;
- les remous sociaux ;

---

<sup>4</sup> **Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2020 au 31 décembre page 30, Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2018 au 31 décembre page 13 etc**

<sup>5</sup> **Confère Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2018 au 31 décembre page 13.**

#### 4.5. Enjeux actuels et futurs du RESINA

A court et moyen termes, la mobilisation des ressources financières permettra la mise à niveau de l'infrastructure, le renforcement des ressources humaines et leur équipement, la définition d'un modèle de financement des charges récurrentes (Maintenance, Bande passante...).

- Le développement de L'écosystème des TIC dans l'administration publique passe par le développement du RESINA.
- Le RESINA offre une connexion mutualisée de l'Administration publique
- L'optimisation des ressources
- La sécurité : gestion centralisée de la sécurité du réseau
- La gestion parcimonieuse de la bande passante
- La couverture et l'assistance des utilisateurs
- Assurer une convergence de la vision et une synergie d'action en matière de numérique.
- Réalisation d'économie à long terme en investissant dans le RESINA plutôt que dans les LS. L'analyse comparé fait ressortir un gain de près d'un millier de milliards de francs CFA sur 10 ans.
- Réduction des charges d'exploitation à court, moyen et long terme
- Création de services de proximité.
- Le RESINA contribue à la création de valeur ajoutée

## Points d'attention

Les principaux points suivants doivent faire l'objet d'attention :

- La mise en place d'un cadre de gestion et d'évaluation du bon fonctionnement de l'infrastructure RESINA est une nécessité pour assurer l'implication des différentes parties prenantes
- Il est indispensable que l'autorité trouve des ressources destinées aux charges d'exploitation de l'infrastructure RESINA.
- Il est important de doter le RESINA de plans de développement et de les mettre en œuvre avec l'implication de toutes les parties prenantes.
- Les ministères sectoriels à travers leur Responsable des Systèmes d'Information pourraient assurer le relais en matière de gestion et d'évaluation de l'infrastructure RESINA
- Doter les structures en charge de la gestion du système d'information de ressources suffisante pour la mise en place et l'opérationnalisation des réseaux locaux.
- Améliorer la qualité du service et l'assistance aux utilisateurs.

## 5. Gouvernance du RESINA : Rôles et responsabilités

Plusieurs parties prenantes sont concernées par la gestion et l'exploitation du RESINA. Il est important de définir et délimiter le périmètre d'intervention de chaque partie afin de garantir une exploitation optimale et efficiente de cette infrastructure mutualisée.

Aussi, au regard du nombre croissant d'utilisateurs, la dépendance et l'exigence en termes de qualité de service et également avec la création des Directions des Services Informatiques au niveau sectoriel, il est judicieux de repenser une gestion efficiente et participative de cette infrastructure commune.

La présente section le un focus dans un premier temps sur une identification des différents acteurs clés et dans un deuxième temps sur leurs rôles et responsabilités respectifs afin d'améliorer la gestion de ce réseau.

### 5.1. Les parties prenantes

Il s'agit de l'ANPTIC, de la DGSI, de la DGICE, de l'ANSSI, de l'ARCEP, du Délégué du backbone, des prestataires de maintenance, et des DSI. Leurs missions et attributions globales sont fournies en Annexe.

### 5.2. Périmètres d'intervention

#### 5.2.1. ANPTIC

L'ANPTIC est chargé de la gestion de l'infrastructure cœur du réseau composé :

- des datacenters,
- des équipements actifs
- des shelters
- des réseaux fibres optiques métropolitains
- des réseaux sans fil

La responsabilité de l'ANPTIC s'arrête au premier équipement actif du réseau local sectoriel.

#### 5.2.2. DGSI/DSI

La DGSI et les DSI sont responsables des réseaux locaux sectoriels.

#### 5.2.3. Délégué

Il intervient sur les liaisons fibres optiques inter-urbaines ; plus spécifiquement sur les installations du backbone et celles de la longue distance du G-Cloud.

#### 5.2.4. Prestataire

Le prestataire intervient sous la supervision du commanditaire et cela dans le respect des clauses du cahier des charges qui lui a été soumis.

### 5.3. Rôles et responsabilités sur le RESINA

Pour définir le rôle et les responsabilités des acteurs, la méthode RACI a été utilisée. RACI est l'acronyme en anglais de Responsible, Accountable, Consulted, Informed. La matrice RACI est un outil de communication. Elle permet de visualiser les rôles de chacun dans un projet et donc de répondre aux questions « Qui fait quoi ? ». Plus précisément, une fois un projet préalablement défini, **la méthode RACI consiste en l'élaboration d'un tableau ou d'une grille, dans laquelle est clairement indiqué qui fait quoi dans le projet donné**. Cela permet d'éviter toute redondance de rôles, toute perte de temps et de définir clairement chaque responsabilité selon différents niveaux définis par le nom de la méthode lui-même

- R : Qui est chargé de mener à bien le projet ?

- A : Qui valide ?
- C : Qui peut aider, apporter son expertise ou son avis ?
- I : Qui doit être tenu informé de l'avancée du projet ?

N°	Actions sur les infrastructures	Rôles			
		R	A	C	I
1.	Raccorder un nouveau site au RESINA	ANPTIC	DGSI/DSI		
2.	Remonter les incidents réseaux à travers les helpdesk	DGSI, DSI	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
3.	Maintenir les nœuds cœur du RESINA		ANPTIC		DGSI, DSI, DGICE
4.	Maintenir les nœuds sectoriels du RESINA	DSI, DGSI	ANPTIC	DSI	DSI
5.	Documenter les pannes du RESINA	DGSI, DSI, ANPTIC	ANPTIC		DGSI, DSI, ANPTIC
6.	Assurer le suivi-évaluation de l'extension du RESINA au MINEFID	DGSI	ANPTIC	DGSI	DGSI
7.	Auditer régulièrement les infrastructures du RESINA	ANPTIC, DSI, DGSI	ANPTIC	DGSI, DSI, DGICE, ANSSI	ANSSI
8.	Former les utilisateurs du RESINA sur la bonne utilisation des ressources du RESINA	DSI DGSI	ANPTIC	ANPTIC	ANSSI

9.	Sensibiliser les utilisateurs sur l'optimisation des ressources du RESINA	DSI, DGSI	ANPTIC	ANPTIC	ANSSI
10.	Communiquer toute modification de l'architecture du RESINA	DSI, DGSI ANPTIC	ANPTIC	ANPTIC, DGICE, ANSSI	ANPTIC
11.	Déléguer certaines tâches de d'administration du RESINA à la DGSI et aux DSI	ANPTIC	DSI/DGSI	DSI DGSI	ANPTIC
12.	Assurer toutes tâches d'administration déléguée par l'ANPTIC	DSI DGSI	DSI/DGSI	ANSSI	ANPTIC
13.	Actualiser les Vlan du RESINA et les communiquer	ANPTIC	ANPTIC	ANSSI	DSI, DGSI
14.	Organiser des séances de formation sur le diagnostic des pannes du RESINA	ANPTIC	ANPTIC	DSI, DGSI, ANSSI	ANSSI
15.	Communiquer Les différentes adresses du DHCP, DNS du RESINA	ANPTIC	DSI/DGSI	ANSSI	ANSSI
16.	Communiquer les différents plans d'urbanisation du RESINA	ANPTIC	DSI DGSI	ANSSI	ANSSI
17.	Partager le schéma et l'architecture globale du RESINA	ANPTIC	DSI DGSI	ANSSI	ANSSI
18.	Demander l'installation d'une LS/ADSL	ANPTIC, DGSI, DSI	DGAIE	ANPTIC, DGSI, DSI	ANPTIC, DGSI DSI

19.	Augmenter le débit d'une LS	ANPTIC, DGSI,DSI	DGAIE	ANPTIC, DGSI, DSI	ANPTIC, DGSI, DSI
20.	Demander un débit dédié	DGSI, DSI	DGAIE		
21.	Réaliser un réseau local	ANPTIC, DGSI, DSI	DGSI/DSI		
22.	Auditer un réseau local	ANPTIC, DGSI, DSI	DGSI/DSI		
23.	Certifier un réseau local	ANPTIC, DGSI, DSI	DGSI, DSI	ANSSI	
24.	Disposer d'une adresse IP publique	DGSI, DSI	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
25.	Déplacer/remplacer des équipements d'interconnexion	ANPTIC	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
26.	Résilier une LS / ADSL	ANPTIC, DGSI, DSI	DGAIE	ANPTIC, DGSI, DSI	ANPTIC, DGSI, DSI
27.	Déployer un IP-Phone	ANPTIC	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
28.	Diagnostiquer une rupture de trafic	ANPTIC, DGSI, DSI	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
29.	Réparer la FO du réseau métropolitain	ANPTIC, Prestataire	ANPTIC		DGSI, DSI
30.	Réparer la FO inter-bâtiments MINEFID	DGSI, Prestataire	DGSI	ANPTIC	ANPTIC
31.	Réparer la FO du réseau inter-urbain	Délégataire	Délégataire	DGICE	ANPTIC, DGSI,

					DSI, DGICE
32.	Remplacer un équipement actif	ANPTIC	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
33.	Exécuter une prestation niveau cœur	ANPTIC	ANPTIC	DGSI, DSI	DGSI, DSI
34.	Contrôler la qualité du service offert par les opérateurs de télécommunication et du délégataire	ANPTIC, DGSI DSI	ARCEP		
35.	Assister la DGAIE lors des négociations pour la révision des coûts et les conditions de location des LS/ADSL	DGAIE	ARCEP	ANPTIC, DGSI, DSI	ANPTIC, DGSI, DSI
36.	Demander une bande de fréquence d'émission FH	ANPTIC	ARCEP		

## 6. Benchmarking et proposition de scénarios de modèles économiques du RESINA

Les sections précédentes ont démontré toute l'envergure et toute l'importance du RESINA pour l'économie nationale. Le bon fonctionnement du RESINA est donc un enjeu très capital pour l'ambition de transformation digitale en particulier et plus généralement pour l'ambition de faire de l'économie numérique un moteur de la croissance économique du Burkina Faso. Dès lors, la question principale qui se pose est celle de comment garantir un fonctionnement durable et pérenne du RESINA ? cette question pose la problématique centrale du modèle économique adéquat et pertinent à adopter pour la gestion du RESINA. La notion de modèle économique renvoie à la question simple de savoir comment le RESINA génère-t-il des ressources à même de garantir ses besoins de maintenance, d'extension, de fonctionnement et de résilience ? ou plus généralement comment mobilise-t-on l'ensemble des ressources nécessaires à la gestion, le fonctionnement, l'exploitation, la maintenance et l'extension du RESINA à court, moyen et long terme ? Pour répondre à ces questionnements sous-jacents au concept de modèle économique du RESINA, le travail a consisté en la réalisation d'un benchmarking auprès d'autres pays ayant des infrastructures semblables au RESINA et ensuite en l'analyse des scénarii possibles de modèles économiques.

La présente section présente les résultats du Benchmarking ainsi que les scénarii possibles de modèle économique

Dans le cadre du benchmarking, nous avons examiné la gestion de l'infrastructure de communication électronique de l'administration de trois (03) pays à savoir le Bénin, le Sénégal et le Luxembourg dont le détail est consigné dans le tableau qui suit. Ces choix sont guidés par la proximité (Bénin), le leadership dans le contexte ouest-africain francophone (Sénégal) et par les réformes en cours pour favoriser la digitalisation (Luxembourg). Il est à noter également que le Luxembourg étant un pays relativement petit en Europe, ces ambitions en matière d'infrastructures pourraient être raisonnablement comparables à ceux d'un pays en de développement.

### 6.2. Benchmarking de l'infrastructure de communication électronique de l'Administration

Le tableau ci-dessous présente les modèles de gestion de réseaux dédiés à l'usage exclusif de l'administration publique dans les trois pays sélectionnés.

<b>Pays</b>	<b>Qui maintient l'infrastructure?</b>	<b>D'où vient l'argent?</b>
Bénin	Agence des Services et Systèmes d'Information (ASSI) - Rattaché à la Présidence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le budget est inscrit dans le décret de l'ASSI.</li> <li>- Des budgets supplémentaires fournis par l'Agence de Développement du Numérique (ADN) - équivalent de l'ARCEP Burkina</li> </ul>
Sénégal	TATA - Chargé de la commercialisation de la surcapacité de l'Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) et de la maintenance de l'infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenus générés par l'exploitation et commercialisation</li> <li>- L'Etat ne met plus un seul franc pour maintenir l'infrastructure</li> <li>- Rentabilisation de l'infrastructure prévue au bout de 15ans</li> <li>- TATA agit au nom de l'ADIE en tant que partenaire de l'ADIE</li> <li>- l'ADIE prévoit de récupérer chaque année 4 milliards + 20% du chiffres d'affaires qui sera produit<sup>6</sup>.</li> </ul>
Luxembourg	Centre des Technologies de l'Information de l'Etat (CTIE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il existe un ministère de la digitalisation qui est le seul mandaté à gérer l'infrastructure et les initiatives liées à la digitalisation. Tout budget lié à la digitalisation est géré par ce ministère dont le CTIE est le bras technique</li> <li>- Budget de l'Etat</li> <li>- Le premier ministre est aussi le Ministre de la digitalisation.</li> </ul>

<sup>6</sup> <https://www.facebook.com/adieinformatique/videos/commercialisation-de-la-surcapacit%C3%A9-de-ladie-tata-remporte-lappel-doffre/1111466885990535/>

Deux des pays (Bénin et Luxembourg) utilisent des modèles économiques similaires : les charges d'exploitation de l'infrastructure sont financées sur des ressources publiques à travers le budget de l'Etat. La nuance entre les deux pays réside dans le fait qu'au Bénin, les dotations budgétaires sont éventuellement complétées par des apports directs provenant de l'Autorité de régulation du secteur. Cette possibilité peut s'expliquer par une volonté politique forte qui se traduit par le rattachement de la structure en charge de ce réseau à la Présidence de la République.

De manière similaire, au Luxembourg, la question des infrastructures digitales est portée au plus haut sommet du gouvernement comme une question centrale et transversale.

Le modèle économique du Sénégal est basé sur une concession de l'exploitation de l'infrastructure à un opérateur privé qui assure entièrement la maintenance mais aussi permet à l'Administration de réaliser des recettes provenant de cette exploitation.

Le RESINA se trouve dans une configuration qui permet l'application du modèle de financement intégrale par le budget de l'Etat. La volonté politique peut également permettre de dégager des sources additionnelles de financement.

Le modèle du Sénégal ne peut s'appliquer au RESINA du fait que le Gouvernement du Burkina Faso a déjà fait le choix de confier l'ensemble des fibres optiques posées à travers des projets publics (Backbone, RESINA, G-Cloud) à un exploitant privé. La convention de délégation de service public (DSP) est en cours de signature dont les recettes seront directement versées au budget de l'Etat. Au regard de ces modèles économiques, nous proposons pour le RESINA ces scénarii qui suivent.

### 6.3. Propositions de scénarii

**Scénario N°1** : Il y a un fort soutien au choix d'un modèle économique dans lequel la prise en charge des coûts de maintenance du RESINA se fait suivant deux segments :

- a) **Le segment du cœur du réseau** : l'ensemble des équipements et infrastructures mutualisés. Cette partie assure le transport (interurbain), la distribution (métro par exemple) et l'accès (liaison du dernier Km) jusqu'au point de jonction avec le réseau interne de l'utilisateur. **Les charges liées à la maintenance de ce segment seront financées par des dotations annuelles du budget de l'Etat.**
- b) **Le segment réseau interne (les réseaux locaux) de l'utilisateur** : il concerne tout ce qui est situé en aval du point de jonction avec le réseau d'accès au RESINA et

notamment le réseau informatique interne qui permet de distribuer des prises d'accès RESINA aux utilisateurs finaux dans leurs bureaux. **Les charges de maintenance de ce segment seront inscrites dans le budget annuel de l'utilisateur (Ministère, EPE, etc.) par l'intermédiaire de son DSI qui assure la maintenance de ce réseau.**

**Avantages du scénario :**

- Transparence dans la répartition des charges entre réseau cœur et réseaux locaux du RESINA.
- Le budget de l'Etat supporte la part la plus importante, i.e., celle liée aux charges communes et permet de garantir à toute l'administration une infrastructure de bonne qualité.
- Chaque utilisateur est responsabilisé pour les charges de la partie du réseau qui lui est dédiée. La qualité de service dont bénéficie chaque utilisateur est reflétée par les efforts (financiers, humains) qu'il déploie pour la maintenance de son réseau.

**Limites du scénario :**

- Le niveau de dotation budgétaire constaté à ce jour est insuffisant pour assurer convenablement la maintenance du cœur du RESINA.
- Les régulations budgétaires constituent une menace. Elles rendent aléatoire la mise en œuvre effective des activités de maintenance nécessaires pour garantir la qualité du RESINA.

Les pistes pour vaincre les limites de ce scénario sont notamment : i) envisager de recourir à des sources de financement existantes pour compléter la dotation du budget annuel de l'Etat (Fond d'accès au service universel, la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication, ressources ARCEP) ; ii) trouver le mécanisme budgétaire qui permette de soustraire les dotations pour le RESINA de tout risque de régulation.

**Scénario N°2 :** Définir une clé de répartition des charges du RESINA par Ministère/Institution en fonction du nombre de sites connectés, et demander la contribution de chacun dans l'enveloppe dédiée à la maintenance du RESINA. Les charges d'entretien et d'exploitation du RESINA sont des dépenses récurrentes dont les bénéficiaires ont le devoir de considérer la prise

en charge pour prévenir les impacts négatifs d'une détérioration de la qualité de cette infrastructure sur leur fonctionnement interne et leurs performances vis-à-vis de leurs clients. L'élaboration d'une clé de ventilation des charges récurrentes de RESINA à l'ensemble des bénéficiaires tire sa justification du fait que la pratique actuelle fait reposer le poids de la mobilisation des ressources nécessaires sur le département ministériel (le MENPTD) du fait qu'elle assure la tutelle technique de la structure chargée de son entretien (l'ANPTIC). Pourtant, elle n'a pas de l'Etat un budget spécifiquement consacré à la maintenance du RESINA. La clé de répartition vise simplement à permettre une répartition, suivant une règle de proportionnalité, de l'ensemble des charges à chacun des bénéficiaires selon le poids relatif de l'utilisation qu'il en fait.

Le tableau ci-dessous présente un exercice élémentaire d'élaboration d'une clé de répartition basée sur le nombre de sites RESINA dont dispose chaque bénéficiaire institutionnel.

N°	Ministère	Nb de sites RESINA		CLE = Poids Site
1	CIA	6	37	1.59%
2	MAAH	26	57	2.44%
3	MATDS	331	362	15.52%
4	MCAT	6	37	1.59%
5	MCRPG	2	33	1.42%
6	MCRPPG	7	38	1.63%
7	MDENP	24	55	2.36%
8	MDNAC	73	104	4.46%
9	MEA	38	69	2.96%
10	MEEVC	17	48	2.06%
11	MEF	253	284	12.18%
12	MENA	298	329	14.11%
13	MESS	66	97	4.16%
14	MFPTPS	29	60	2.57%
15	MFSNF	13	44	1.89%
16	MI	9	40	1.72%
17	MJDHPC	46	77	3.30%
18	MJFIP	34	246	10.55%
19	MRAH	10	41	1.76%
20	MS	120	151	6.48%

21	MSL	12	43	1.84%
22	MT	7	38	1.63%
23	MUH	11	42	1.80%
		<b>2332</b>		<b>100.00%</b>

Les résultats obtenus pour la proportion des charges du RESINA à allouer aux structures bénéficiaires varient entre 0,10% (pour le MCRPG) et 16,36% (pour le MATDS). Bien que ces résultats présentent une certaine objectivité en faisant porter le plus de charges aux structures qui ont le plus grand nombre de sites connectés au RESINA, la clé n'est pas nécessairement parfaite. En effet, l'existence d'une portion significative de sites dont le bénéficiaire n'est pas identifié (35,39%) est critique et requiert la prise en compte d'autres critères afin de ramener la part d'indétermination à un seuil minimal (ex : 1%). Une autre approche serait qu'une fois la clé de répartition acceptée, l'Etat s'engage à reverser au Ministère en charge du numérique l'équivalent budgétaire nécessaire pour faire face aux dépenses inhérentes à la partie commune (i.e., dont le bénéficiaire est indéterminé).

**Avantages du scénario :**

- Répartition équitable des charges du RESINA entre les utilisateurs.
- Responsabilisation de chaque utilisateur proportionnellement au bénéfice qu'il tire de l'utilisation du réseau

**Limites du scénario :**

- Difficulté de garantir la contribution effective de tous les utilisateurs (existence de capacité et/ou de volonté suffisante de chacun, i.e., ministère, institution de l'Administration, d'apporter sa part pour la maintenance du RESINA).
- Coût et complexité du dispositif nécessaire pour la mobilisation des ressources de tous les utilisateurs individuellement.

**Scénario N°3 :** un troisième scénario possible est la mise en œuvre d'un modèle économique qui associe une mobilisation des ressources du budget de l'Etat et les recettes de vente de services du RESINA. Ainsi, une inscription budgétaire annuelle serait faite pour une partie des charges de maintenance du RESINA, elle est faite au profit de toutes les administrations publiques centrales utilisatrices du RESINA. Le reste des ressources nécessaires est mobilisée

à travers une facturation des services réseaux RESINA aux établissements publics de l'Etat (EPE).

**Avantages du scénario :**

- diminution de la charge de maintenance du RESINA attendue du budget de l'Etat ;
- garantie d'une prévision de ressources qui permet de pérenniser certaines activités de maintenance et de renouvellement des équipements du RESINA et d'assurer ainsi sa viabilité sur le long terme ;
- contribution des EPE à la valorisation du RESINA.

**Limites du scénario :**

- manque de maîtrise de la répartition des charges entre réseaux cœurs du RESINA et les réseaux locaux ;
- difficulté pour établir la base de détermination de la dotation annuelle à inscrire au budget de l'Etat ;
- absence de garantie sur la capacité et/ou la volonté de certains EPE de s'inscrire volontairement dans le modèle ;

## Conclusion

Cette note d'analyse sur le RESINA a permis de mettre en évidence, à partir d'une analyse coût/bénéfice couplée d'une analyse des effets directs et indirects, toute l'envergure et l'importance de cette infrastructure qu'est le RESINA. L'identification des parties prenantes et l'analyse de leurs rôles et responsabilités mettent en évidence la nécessaire synergie et sur toute la complémentarité stratégique à établir entre les acteurs pour garantir une gestion optimale et efficiente du RESINA. Enfin, le benchmarking et l'analyse comparée des différents scénarii de modèles économiques montrent des pistes prometteuses pour assurer une mobilisation conséquente de ressources à même d'assurer une exploitation durable et pérenne de cette infrastructure mutualisée à court, moyen et long terme.

Au-delà de tous ces faits stylisés, ces données chiffrées, ces évidences empiriques, tous, assez illustratifs des enjeux actuels et futurs du RESINA, il apparaît de façon claire que les efforts immédiats devront être consacrés au plaidoyer pour la mise en œuvre effective du modèle économique qui aura été retenu et aussi l'engagement des parties prenantes à assumer les responsabilités qui sont les siennes dans le modèle de gouvernance qui sera validé.

## ANNEXES

**Annexe 1 :**

1) Révision des bénéfices

a. Les coûts d'investissement

**Estimation annuelle des coûts d'interconnexion Urbain/Inter-Urbain et de la capacité d'internet**

<b>Désignation</b>	<b>Nombre</b>	<b>Débit Maximum (Mbps)</b>	<b>Débit Moyen (Mbps)</b>	<b>Prix moyen Operateur (FCFA) HT/an/site</b>	<b>Montant Total moyen(FCFA) HT/an</b>
Bâtiments interconnectés par Fibre Optique	695	1024	100	110 000 000	76 450 000 000
Bâtiments interconnectés par FH	1 637	100	5	6 000 000	9 822 000 000
LS Inter-urbain Grande capacité	5	10240	1024	614 400 000	3 072 000 000
Autres LS et ligne T2 (MENPTD)	1		1	540 000 000	540 000 000
Bâtiments du MINEFID interconnectés par les LS	44		0,512	3 300 000	145 200 000
Autres LS (DGAIE)	1			716 400 000	716 400 000
Autres lignes téléphoniques (DGAIE)	1		1	6 269 515 338	6 269 515 338
Capacité Internet	2	1024	1024	1 228 800 000	2 457 600 000
<b>Total</b>					<b>99 472 715 338</b>

NB: Il faudra tenir compte des frais d'accès qui sont payés pour l'installation des différentes LS

b. Les coûts d'extension

Désignation	Nombre	Equipements Centraux et clients	Coût équipements centraux et clients	Total
Réseaux Métro commune urbaine	17	Pylône, station de base, routeur, shelter, dispositif solaire, CPE, Mât	450 000 000	7 650 000 000
Réseaux Métro commune rurale	282	Pylône, station de base, routeur, shelter, dispositif solaire, CPE, Mât	300 000 000	84 600 000 000
Réseaux PtP	249	Pylône, Antenne Ptp, routeur, shelter, dispositif solaire	100 000 000	24 900 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>117 150 000 000</b>

Désignation	Nombre	Debit /site	Côut debit /Site/an	Cout Total / an
<b>LS Metro (Commune rurale et urbaine</b>	<b>299</b>	<b>5</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 794 000 000</b>

<b>LS Inter-urbain</b>	<b>249</b>	<b>100</b>	<b>110 000 000</b>	<b>27 390 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>29 184 000 000</b>

c. Estimation de perte en recettes et en dépenses en cas d'indisponibilité du RESINA

## Du point de vue de l'Etat

### 1) En matière de recettes

Situation comparée des recouvrements des recettes du budget général, exercices 2017 à 2019 (en FCFA)

<b>Recettes recouvrées</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Montant</b>	1 477 772 755 411	1 591 453 138 681	1 805 155 868 552

Source : Loi de règlement 2019

Une absence ou une indisponibilité de ce réseau pendant un cours moyen et long terme impactent sur l'effort de recouvrement. **En effet une des raisons récurrente avancée par les régies de recette pour expliquer les contreperformances ces dernières années est le problème d'extension et de stabilité RESINA (rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2020 au 31 décembre page 30, Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2018 au 31 décembre page 13 etc).**

### 2) En matière de dépenses

**En moyenne journalière, l'Etat paie environ 5.5 milliards de dépenses par jour.** Cette somme est assez importante pour le fonctionnement de l'économie nationale. Aussi Ressort-il des différents rapports des services de recouvrement que le non règlement ou le retard dans le règlement des factures des contribuables est une des causes qui pourrait expliquer l'insolvabilité de certaines entreprises face à l'impôts. (*Confère Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2018 au 31 décembre page 13*). En outre, un jour de retard dans le délai contractuel de paiement ouvre le droit au titulaire d'un contrat de demander des intérêts moratoires à l'Etat.

En matière d'efficacité, retard dans la délivrance des actes administratifs, faible productivité des agents ; absence de fiabilité de certaines données, l'incohérence, manque de traçabilité dans les opérations.

#### **Du point de vue des entreprises**

- les retards de règlement des factures impactant négativement la trésorerie des entreprises ;
- le retard dans l'obtention des actes administratifs ;
- le ralentissement des activités.

#### **Du point de vue des citoyens**

- le retard dans l'obtention des actes administratifs ;
- les remous sociaux ;

### **Annexe 2 : Les services du MINEFID**

<b>Direction</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Nombre d'utilisateurs</b>	<b>Description</b>
<b>DGSI</b>	KIRA – gestion de courrier	<b>903</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Saisie du courrier /L'imputation ou acheminement du courrier</li> <li>- La réception / saisie du compte rendu du traitement des dossiers (état d'avancement d'un dossier réceptionné)</li> <li>- Des recherches des courriers selon plusieurs critères</li> <li>- Suivi des courriers</li> <li>- Les éditions</li> </ul>
<b>DGSI</b>	GESTOCK – gestion de stocks	<b>34</b>	Logiciel de gestion et suivi de stocks. Il permet de faire l'inventaire de stock, les entrées et sorties de stock, la centralisation des besoins annuels des structures, la déduction automatique des articles à commander suivant les différents seuils définis.
<b>DGTCP</b>	GESTOCKS – gestion de stocks	-	Logiciel de gestion des stocks utilisé pour la gestion des stocks de fourniture et de matériel de bureau de la DGTCP par le SFM.

<b>DGB</b>	CID – Circuit informatisé de la dépense	7735	Application de gestion budgétaire (volet dépense) en charge de la préparation, de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'état en dépenses.
<b>DGTCP</b>	CIE – Comptabilité intégrée de l'état	3000	Application en charge de la comptabilité publique
<b>DGTCP</b>	LPCE – Logiciel des postes comptables à l'étranger	50	Logiciel des postes comptables à l'étranger utilisé pour la gestion des phases administrative et comptable, et la gestion du personnel des missions diplomatiques.
<b>DGTCP</b>	SGDF – Système de Gestion des Dépôts de Fonds	900	Le logiciel « Système de Gestion des Dépôts de Fonds » permet de gérer les comptes des correspondants du Trésor au niveau de l'ACCT, des 13 TR et des 42 Perceptions connectées.
<b>DGTCP</b>	WebClearing		Le logiciel «WebClearing» est utilisé par l'ACCT, la RG et les 13 TR pour la participation à la télé-compensation par le biais de SICA UEMOA.
<b>DGTCP</b>	CICT – Comptabilité	<b>750</b>	Le logiciel « Comptabilité Intégrée des Collectivités Territoriales » est prévu pour la gestion des phases

	Intégrée des Collectivités Territoriales		administrative et comptable par les collectivités territoriales (Communes, DRC-MEF, Receveurs de Collectivité).
<b>DGTCP</b>	GIMMO – Gestion des Immobilisations	-	Le logiciel « Gestion des Immobilisations » est utilisé pour la gestion des immobilisation de la DGTCP par le SFM.
<b>DGTCP</b>	GFC – Gestion des Fonds Communs	-	Le logiciel « Gestion des Fonds Communs » est utilisé pour la gestion des systèmes de motivations des agents de la DGTCP par le SRH.
<b>DGTCP</b>	SGPA – Système de Gestion de la Paie et Administrative	-	Le «Système de Gestion de la Paie et Administrative » est utilisé par le Service Central du Suivi du Péage (SCSP) pour l'élaboration des salaires et le suivi des carrières des agents du péage.
<b>DGTCP</b>	SAGETIL-UEMOA – Système Automatisé de Gestion des	-	Le logiciel « SAGETIL-UEMOA : Système Automatisé de Gestion des Titres et de la Liquidité » ex « TRESOR » est prévu pour la gestion des prises de participations de l'Etat et de souscription.

	Titres et de la Liquidité		
<b>DGSI</b>	CIFE – Circuit Intégré des Financements Extérieurs	<b>570</b>	Le CIFE est une application 3-tier développé sous oracle forms 10g avec pour base de données oracle 10g. Le CIFE a pour but de gérer les flux financiers sur les ressources extérieures. En d'autres terme le suivi des financements accordés par les partenaires techniques et financiers du Burkina Faso dans le cadre des appuis projets/programmes et des appuis budgétaires.
<b>DGB</b>	CIR – Circuit Intégré de la Recette	809	Permet de gérer les toutes les recettes de l'administration burkinabè suivant les différentes étapes de gestion des recettes (prévision, émission, ordonnancement, recouvrement et loi de règlement).
<b>DGB</b>	SIGASPE – Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat	7641	Application permettant la prise d'actes administratifs au niveau du Ministère de la fonction publique, du Ministère des Finances, des DRH et l'exécution les dépenses de personnel au niveau du Ministère des finances, des DRH et des DAF.

<b>DGSI</b>	SIGCM – Système Intégré de Gestion de la Comptabilité Matières	3070	Application de gestion des biens meubles et immeubles de l'Etat. Elle permet d'enregistrer et d'éditer des informations sur les différents mouvements de bien (entrées, affectations, mutations, transferts, sorties).
<b>DGSI</b>	SIMP – Système d'Information Intégré des Marchés Publics	1696	Application prenant en compte toutes les étapes de préparation, de passation et d'exécution des Marchés Publics.
<b>INSD</b>	Base de Données IMIS-BURKINA	-	L'INSD met à la disposition des utilisateurs un service web (IMIS-BURKINA) offrant un point d'entrée unique qui permettra un accès libre, gratuit et facile aux statistiques issues des bases de données des enquêtes et recensements généraux de la population et de l'habitation.
<b>INSD</b>	FasoStat	-	FasoStat est une application web permettant de diffuser en ligne, au profit des utilisateurs, les statistiques issues des annuaires statistiques et d'autres publications de l'INSD.

<b>DGI</b>	SINTAX 2 – Système Informatisé de Taxation	2500	Application de gestion des taxes et des impôts. Entre autres fonctionnalités, elle permet d'effectuer opérations liées aux encaissements, à la vérification, aux situations fiscales des contribuables, à la production d'états statistiques et de tableaux de bord de gestion.
<b>DGD</b>	SYDONIA	4000	Système douanier automatisé
<b>DGI</b>	IFU – Identifiant Financier Unique	800	Application d'identification des usagers du ministère en charge des finances.
<b>DGI</b>	REFI – Recensement Fiscal Informatisé – REFI	-	Logiciel permettant de faire un croisement des données issues des recensements fiscaux.
<b>DGI</b>	STARE – Système de Gestion de la Taxe de Résidence	-630	Logiciel de gestion de la taxe de résidence.

<b>DGI</b>	SIGU – Système d'Interconnexion des Guichets Uniques	-	Logiciel permettant de dématérialiser le traitement des dossiers liés au foncier.
	SYGADE		

**Les services du ANPTIC**

<b>Direction</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Nombre d'utilisateurs</b>	<b>Description</b>
DIG	HELP DESK	Toute l'administration	Assistance aux utilisateurs à travers l'enregistrement des incidents ; la prise en charge des incidents ; l'assistance en ligne 24/7
DIG	MONITORING	Toute l'administration	Surveillance du réseau à travers la supervision des services; la supervision des machines virtuelles

			(VM) ; la supervision des TENANT ; la supervision des infrastructures de communication
DIG	DEPLOIEMENT D'UNE SOLUTION DE TELEPHONIE SUR IP	Toute l'administration	Mettre une solution de téléphonie sur IP au profit des structures de l'Administration
DIG	DEPLOIEMENT D'UNE SOLUTION DE MESSAGERIE PROFESSIONNEL LE	Toute l'administration	Mettre au profit de l'Administration une solution de messagerie professionnelle à travers
DIG	MISE A DISPOSITION DE LOGICIELS MICROSOFT	Toute l'administration	Mettre à disposition des structures de logiciels Microsoft à travers la mise à disposition des exécutables des produits Microsoft et activation des licences activation de la licence

**Les services du MATD**

<b>Direction en charge de la gestion</b>	<b>Intitulé/service</b>	<b>Nombre d'utilisateurs ou comptes</b>	<b>Description</b>
SP-CONAD	SISED	22	Suivie des indicateurs de la décentralisation
DGCT(DCOD)	COD	360 (prévision)	La capitalisation des actions réalisé dans le cadre de la coopération décentralisée ;
DRH	SIGASPE	25	-gestion de la situation administrative et financière des agents publics
DMP	SIMP	10	La gestion des marchés publics
DAF/SOLDE/ORD ONNACEMENT	CID	25	Gestion de la dépense publique
DSI	SIGED	180	-traitement électronique du courrier ;  - archivage électronique

**Les services du Ministère de l'agriculture**

Direction en charge de la gestion	Intitulé/service	Nombre d'utilisateurs ou comptes	Description
DSI	CID	27	Application de gestion budgétaire (volet dépense) en charge de la préparation, de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'état en dépenses.
	SIGASPE	15	Application permettant la prise d'actes administratifs au niveau du Ministère de la fonction publique, du Ministère des Finances, des DRH et l'exécution les dépenses de personnel au niveau du Ministère des finances, des DRH et des DAF.
	SIMP	12	Application prenant en compte toutes les étapes de préparation, de passation et d'exécution des Marchés Publics.
	INTRANET	300	
	Gestion des biens	50	
	GesLabo	15	

	e- Vulgarisation	Accès open	
	AgriVoucher	350	

**Annexe 4 : Analyse comparée des scénarii sur les investissements par renouvellement des équipements ou par LS**

	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032
Renouvellements des équipements RESINA	2 315 000 000	3 850 000 000	5 125 000 000	5 200 000 000	5 275 000 000	5 802 500 000	6 330 000 000	6 857 500 000	7 385 000 000	7 912 500 000	8 440 000 000
Montant des charges locatives de bandes passantes	99 472 715 338	198 945 430 676	298 418 146 014	397 890 861 352	497 363 576 690	596 836 292 028	696 309 007 366	795 781 722 704	895 254 438 042	994 727 153 380	1 094 199 868 718

**Annexe 5 : Analyse comparée des scénarii sur les investissements pour l'extension par acquisition des équipements ou par LS**

	Année										
Scénario d'extension	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
<b>Extension par (FO-FH)-RESINA</b>	29 287 500 000	58 575 000 000	87 862 500 000	117 150 000 000	118 614 375 000	120 078 750 000	121 543 125 000	123 007 500 000	124 471 875 000	125 936 250 000	127 400 625 000
<b>Extension LS-Opérateur</b>	29 184 000 000	58 368 000 000	87 552 000 001	116 736 000 001	145 920 000 003	175 104 000 003	204 288 000 006	233 472 000 006	262 656 000 010	291 840 000 010	321 024 000 015

